

# Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement

## Mode d'emploi simplifié

Toutes collectivités compétentes sur la délimitation des quatre zones mentionnées à l'article L2224-10 du CGCT, communément appelés zonages d'assainissement, en voie d'élaboration, mais aussi de révision ou de modification sont concernées par la présente fiche d'examen au cas par cas.

La présente fiche est à renseigner et à transmettre, avec l'ensemble des pièces demandées, à l'attention du préfet de votre département, en sa qualité d'autorité environnementale, selon les obligations faites à la personne publique responsable conformément à l'article R122-18-I CE.

L'objectif de cette procédure d'examen au cas par cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan.

Les informations transmises engagent la personne publique responsable et font l'objet d'une publicité sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour plus d'explication se reporter à la note d'accompagnement.

## À renseigner par la personne publique responsable

### Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
commune de CREVANT - LAVEINE	commune de CREVANT - LAVEINE

Zonages concernés par la présente demande	
Les zones d'assainissement collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> non
Les zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> non
Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;	Oui <input checked="" type="radio"/> non
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.	Oui <input checked="" type="radio"/> non

Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)

Caractéristiques des zonages et contexte

<p>1. Est-ce une révision/modification de zonages d'assainissement ?</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ?</p> <p>• Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ?</p>	<p>Oui - non</p> <p>Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ;</p> <p>(Environ en ha)</p>
<p>1. Quel est le territoire concerné ? (joindre une carte du périmètre)</p> <p><i>Territoire communal de CREVANT LAVEINE</i></p>	
<p>2. Le territoire est-il couvert par un ou plusieurs document(s) d'urbanisme ? Si PLUi, préciser le contour de l'intercommunalité (ou joindre une carte) :</p> <p>• Quelle est la date d'approbation du/des document(s) existant(s) ?</p> <p>• Si le(s) document(s) est/sont en cours d'élaboration / révision / modification, quel est l'état d'avancement de la démarche ?</p>	<p>PLUi <u>PLU</u> Carte communale Non Plusieurs : <i>20/05/11</i></p> <p>..... .....</p>
<p>1. La réalisation/révision/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration/révision/modification du document d'urbanisme ?</p>	<p>Oui - <u>non</u></p>
<p>Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, ...) :</p> <p><i>/</i></p>	
<p>2. Le(s) PLUi/PLU/carte communale, en vigueur, font/ait-il(elle) ou ont/a-t-il(elle) fait l'objet d'une évaluation environnementale ?<sup>1</sup></p>	<p>Oui - non - examen au cas par cas</p>
<p>3. Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement<sup>2</sup>, étude sur les eaux pluviales, ...) ont-elles été, ou seront-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?</p>	<p>Oui <u>non</u></p>
<p>Préciser ces études :</p> <p><i>/</i></p>	

<sup>1</sup> Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

<sup>2</sup> Attention : à ne pas confondre avec le schéma d'assainissement selon l'article L.2224-8 du CGCT.

**Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées**

4. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs)? Oui -  non

5. Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

- d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a t il été réalisé ? Oui -  non-limitrophe
- d'une zone conchylicole ? Oui -  non-limitrophe
- d'une zone de montagne ? Oui -  non-limitrophe
- d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ? Oui -  non-limitrophe
- d'un périmètre de protection des risques d'inondations ? Oui -  non-limitrophe

Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)

1. Le territoire dispose-t-il :

- de cours d'eau de première catégorie piscicole ? Oui -  non
- de réservoirs biologiques selon le SDAGE ? Oui -  non

Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)

1. Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité telle que:

- Natura 2000 ?  non
- ZNIEFF1 ?  non
- Zone humide ? Oui -  non
- Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ? Oui -  non
- Présence connue d'espèces protégées ? Oui -  non
- Présence de nappe phréatique sensible ? Oui -  non

Préciser lesquelles : (joindre éventuellement une cartographie)

cf rapport carte zonages nature

Autres :

1. Quel est le niveau de qualité de l'état écologique et de l'état chimique (très bon état, bon état, moyen, médiocre, mauvais)<sup>3</sup> des masses d'eau réceptrices des eaux concernées par la présente demande, selon la classification du SDAGE au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)?

les données depuis coupures jusqu'à sa confluence avec l'allier (GR0231)

- Nom de la(des)Masse(s) d'eau superficielle : *l'allier depuis la confluence de l'augon jusqu'à Tichy (GR0143a)*
- Nom de la(des)Masse(s) d'eau souterraine : *sables, argiles et calcaires du bassin tertiaire de la plaine de la Limagne libre (G605-1)*

alluvion allier amont (G6052)

Si souhaité, vous pouvez préciser un niveau de qualité issu des point(s) de référence(s) nationaux connu(s), ou selon d'autres données à préciser (biblio, mesures locales)

2. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur :

- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?  non
- Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ? Oui - non
- Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?  non

Préciser lesquelles :

<sup>3</sup> L'information se trouve sur le site <http://www.eaufrance.fr> ou <http://www.lesagencesdeleau.fr/>

**Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées**

Autres : *SAGE Allier Aval*

1. Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
Précisez : <i>/</i>	
2. Quel est le type principal des réseaux de collecte des eaux usées sur votre territoire?	<input checked="" type="radio"/> Séparatif Unitaire
Autres : <i>sur le hameau de Terroir Boisé, ANC sur le reste de la commune</i>	
3. Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
4. Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non

Si vous disposez de la compétence relative à la planification et/ou gestion de l'assainissement collectif et non collectif, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées**

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Y a-t-il des adaptations de grands secteurs (ouverture à l'urbanisation, passage de l'ANC à l'AC ou inversement pour diverses raisons possibles), qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
2. Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma descriptif d'assainissement collectif des eaux usées <sup>5</sup> ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés *Sont-ils en cours et dans quels délais seront-ils réalisés? *Les non-conformités ont-elles été levées ? *Sont-elles en cours d'être levées?	Oui - non <input checked="" type="radio"/> Oui - non <i>juin 2018 pour Long</i> Oui - non Oui - non
1. Au sein de votre PLU, imposez-vous, dans le règlement un minimum de surface parcellaire sur les zones d'assainissement non collectif?	Oui <input checked="" type="radio"/> non sans objet Combien :
2. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage privés) selon l'article L2224-9 du CGCT ? Si oui, sont-ils sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non Oui - non
3. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
Si oui, lesquels : <i>/</i>	
4. La station de traitement des eaux usées (STEU) actuelle est-elle en surcharge <sup>6</sup> ? *Par temps sec ? *Par temps de pluie ? *De façon saisonnière ?	Oui - non Oui - non Oui - non Oui - non

<sup>4</sup> Séparatif : un réseau d'eaux usées strictes, voire parfois complété d'un réseau d'eaux pluviales strictes  
<sup>5</sup> Selon le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable  
<sup>6</sup> référence réglementaire pour estimer la surcharge : les valeurs limites de l'arrêté du 22 juin 2007, et (parce qu'il peut être plus restrictif) les valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral propre à la station d'épuration (ou au système d'assainissement)

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Avez-vous des procédures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU)? Lesquelles :	Oui <input checked="" type="radio"/> non
2. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,..) ? • Par une cohérence topographique entre les zones collectées ? • Autres :	Oui <input checked="" type="radio"/> non Oui <input checked="" type="radio"/> non

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.**

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Existe-t-il des risques ou enjeux liés à : • des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ? • de ruissellement ? • de maîtrise de débit ? • d'imperméabilisation des sols ?  Lesquels :	Oui <input checked="" type="radio"/> non Oui <input checked="" type="radio"/> non Oui <input checked="" type="radio"/> non Oui <input checked="" type="radio"/> non
1. Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ?  Lesquelles :  Quelles ont été les raisons de leur mise en place ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
2. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire et des territoires limitrophes concernés par des risques liés aux eaux pluviales ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non Si oui, fournir si possible une carte.
3. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...)?	Oui <input checked="" type="radio"/> non Si oui, fournir si possible une carte.
4. Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?  Si oui, lesquelles ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
5. Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion)?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
6. Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau?	Oui <input checked="" type="radio"/> non

<sup>7</sup> 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales par temps de pluie ? • Selon quelle fréquence ? • Dues à une mise en charge par un cours d'eau ?	Oui - <input checked="" type="radio"/> non  Oui - non
1. Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?	Oui - <input checked="" type="radio"/> non
2. Avez-vous subi des • coulées de boues ? • glissements de terrain dus à un phénomène pluvieux ? • Autres :	Oui - <input checked="" type="radio"/> non Oui - <input checked="" type="radio"/> non
1. Votre territoire fait-il parti : • d'un SAGE en déficit eau ? • d'une Zone de Répartition des Eaux ?	Oui - <input checked="" type="radio"/> non Oui - <input checked="" type="radio"/> non

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

**Questions relatives aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.**

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?	Oui - <input checked="" type="radio"/> non
2. L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution des eaux pluviale(s) ? Des prescriptions ont-elles été proposées ? Si oui, lesquelles ?	Oui - <input checked="" type="radio"/> non Oui - <input checked="" type="radio"/> non
3. La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Si oui lesquels et pour quel objectif ?	Oui - <input checked="" type="radio"/> non
4. Les équipements prévus consommeront-ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?	Oui - <input checked="" type="radio"/> non Oui - <input checked="" type="radio"/> non

#### Autoévaluation (facultatif)

Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensés ?

Expliquez pourquoi : La commune de Neuville-la-Vierge se caractérise par une très grande dispersion de l'habitat exclusivement en maisons individuelles possédant des terrains. Ceci justifie que l'ANC soit systématisé. Le Cahier de règlement pour le SPANC. Toute la construction nouvelle doit aux normes. Nous pensons que la situation ne justifie pas une évaluation environnementale.

A. C. de Neuville-la-Vierge le 10 Avril 2019

Département du Puy-de-Dôme

**COMMUNE DE CREVANT-LAVEINE**

**18CCF030**

**Février 2019**

Projet de zonage d'assainissement  
**Phase 3 : Notice explicative**

**CONSULTING**

SAFEGE  
Zac du Cheix  
3 Rue Enrico Fermi  
63540 ROMAGNAT

Agence Auvergne

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL  
Parc de l'Île - 15/27 rue du Port  
92022 NANTERRE CEDEX  
[www.safege.com](http://www.safege.com)

Version : 1

Date : Février 2019

**SAFEGE**

---

# Sommaire

1.....	Introduction .....	1
2.....	Contexte et objectifs du zonage .....	3
2.1	Rappel du contexte règlementaire .....	3
2.2	Objectif du zonage.....	4
3.....	Rappel sur l'assainissement collectif .....	6
3.1	Réglementation .....	6
3.2	Système de collecte et de traitement existant.....	8
4.....	Rappel sur l'assainissement non collectif .....	9
4.1	Réglementation .....	9
4.2	Dispositifs d'assainissement non collectif .....	9
4.3	Responsabilité des propriétaires .....	20
4.4	Responsabilité de la collectivité – Service de l'assainissement non collectif.....	21
5.....	Présentation de la carte de zonage d'assainissement .....	25
5.1	Généralités – Périmètre de l'assainissement collectif.....	25
5.2	Aptitude des sols à l'assainissement individuel .....	25
5.3	Critère de choix pour le zonage de l'assainissement .....	26
5.4	Scénarii d'assainissement étudiés .....	27
5.5	Zone 1 : Hameau de Terrasse Haute.....	28
5.6	Zone 2 : Les Escolives .....	29
5.7	Zone 3 : Chez Peyrot .....	30
5.8	Zone 4 : Mozat-Brousse .....	30
5.9	Zone 5 : Chez Barry et Fontpanade .....	31
5.10	Zone 6 : Chez Faye et Les Minaux .....	32
5.11	Zone 7 : Chez Table .....	33
5.12	Zone 8 : Le Bourg .....	34
6.....	Conclusion .....	35



---

## Tables des illustrations

Figure n°1 : Fosse toutes eaux .....	12
Figure n°2 : Epanchage souterrain .....	13
Figure n°3 : Filtre à sable vertical.....	14
Figure n°4 : Filtre à sable vertical drainé.....	15
Figure n°5 : Tertre d'infiltration non drainé.....	16
Figure n°6 : Schéma de principe de disposition de tout système d'assainissement non collectif .....	18
Figure n°7 : Commune de Crevant-Laveine - Résultats des enquêtes de SPANC .....	24

## Table des annexes

Annexe n°1 : Carte de zonage

Annexe n°2 : Plan des réseaux d'assainissement

## 1 INTRODUCTION

La commune de Crevant-Laveine a souhaité réaliser le zonage d'assainissement sur son territoire.

L'objectif principal de cette étude est donc de proposer à la commune les solutions techniques les mieux adaptées à la collecte, au traitement et aux rejets dans le milieu naturel des eaux usées d'origine domestique.

La Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 (art. 54) et sa transcription dans le Code Général des Collectivités Territoriales (article L2224-10) imposent aux communes de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non-collectif.

*Le Code Général des Collectivités Territoriales précise les points suivants :*

- *article L2224-10 : chaque commune ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*
  - o *les zones d'assainissement collectif, où elle est tenue d'assurer la collecte et l'épuration des eaux usées domestiques et le stockage, ainsi que la gestion, le stockage ou la valorisation des boues résiduaires d'épuration,*
  - o *les zones relevant de l'assainissement non collectif,*
- *article L2224-8 : sur les zones relevant de l'assainissement non collectif, l'entité ayant la compétence assainissement est tenue d'assurer le contrôle des équipements d'assainissement pour le compte des communes. Ce contrôle consiste :*
  - o *soit en une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans,*
  - o *soit en un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.*

La Communauté de Communes Entre Dore et Allier, qui a la compétence ANC (Assainissement Non Collectif) sur la commune depuis trois ans, a effectué des contrôles de conformité sur les dispositifs d'assainissement des constructions neuves de Crevant-Laveine. Les contrôles des ANC déjà existants au moment de la récupération de la compétence ANC en Juillet 2015 sont prévus sur deux ans, à partir de Juillet 2018.

Les solutions faisant appel à des techniques relevant de l'assainissement collectif devront impérativement être en harmonie avec les préoccupations et les objectifs du Maître d'Ouvrage qui sont de :

- garantir à la population communale la résolution des problèmes liés à l'évacuation et au traitement des eaux usées en général ;
- protéger la qualité des eaux de surface et l'environnement face aux risques sanitaires.

Pour les élus et les décideurs, le plan de zonage sera un outil :

- d'aide à la décision ;
- d'aide à la planification ;
- d'aide à la gestion du territoire.

Le présent dossier constitue le dossier d'enquête, il s'inscrit dans ce cadre réglementaire et comprend, conformément au décret suscité :

- un projet de carte des zones d'assainissement collectif et non-collectif de la commune ;
- une notice justifiant les zonages ainsi envisagés.

La réflexion qui a permis de définir le zonage proposé porte sur :

- la faisabilité de l'assainissement non-collectif ;
- le respect de l'environnement ;
- la maîtrise des coûts ;
- les zones d'urbanisation future.

Le zonage d'assainissement mis en place par les communes constitue une règle devant être respectée par les autorités compétentes en matière d'occupation et d'utilisation des sols. Cependant, le zonage d'assainissement ne constitue pas un document d'urbanisme, au sens du Code de l'urbanisme (article R600-1 du Code de l'urbanisme), même s'il peut avoir des incidences sur l'occupation des sols, et ce bien que ce ne soit pas sa vocation initiale qui est :

- d'assurer la collecte et le traitement des eaux usées dans les zones d'assainissement collectif,
- d'assurer le contrôle, et éventuellement l'entretien, des dispositifs d'assainissement individuels.

**Le présent document constitue la notice explicative du zonage d'assainissement.**

## 2 CONTEXTE ET OBJECTIFS DU ZONAGE

### 2.1 Rappel du contexte réglementaire

Les communes ont pour obligation d'exercer la compétence en matière d'assainissement (articles L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales CGCT) et se doivent de faire les choix nécessaires à la mise en œuvre de cette obligation en définissant notamment le ou les systèmes d'assainissement les plus adaptés aux caractéristiques de la commune et à son environnement. Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-10 du CGCT, elles délimitent ainsi :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non-collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Une réflexion prospective sur l'assainissement des différentes parties de la commune doit être menée à cette occasion.

La mise en œuvre de ces obligations n'implique donc pas, dès lors qu'une commune a le choix, de mettre en place un système d'assainissement collectif en raison de la présence d'une zone urbanisée, ni d'étendre ce système à l'ensemble du territoire communal.

Au contraire, l'article R. 2224-7 du CGCT précise que « les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas :

- soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement ;
- soit parce que son coût serait excessif ;

*peuvent être placées en zone d'assainissement non-collectif.*

*L'obligation de raccordement des immeubles aux égouts, formulée par l'article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique, s'entend dans ce contexte. Des exonérations à l'obligation de raccordement au réseau collectif sont possibles. Elles impliquent toutefois alors que les immeubles soient obligatoirement dotés d'un assainissement non-collectif et les installations maintenues en bon état de fonctionnement. Ces possibilités d'exonération existent, mais elles sont strictement encadrées afin de ne pas porter atteinte à l'objectif général de raccordement. Les conditions d'exonération sont en effet de deux ordres et doivent être interprétées de manière cumulative. En premier lieu, l'immeuble en question doit présenter un caractère « difficilement raccordable », ce qui implique que la preuve de ce caractère puisse être apportée par le Maire lorsqu'il décide d'accorder une exonération. En second lieu, il doit être équipé d'une installation d'assainissement autonome, c'est-à-dire s'inscrire dans le cadre de l'assainissement non-collectif.*

*La circulaire interministérielle n°97-49 du 22 mai 1997, relative à l'assainissement non-collectif, précise que par expérience, l'assainissement collectif ne se justifie plus pour des considérations financières, dès lors que la distance moyenne entre les habitations atteint 20-25 mètres. Cette distance devant être relativisée en fonction de l'étude des milieux physiques. Au-dessus de 30*

mètres, la densité est telle que l'assainissement non-collectif est compétitif, sauf conditions particulières (par exemple la présence d'une nappe sensible à protéger).

*Si la loi fixe des obligations de résultats aux communes, elle leur laisse cependant le choix des moyens, notamment pour délimiter sur leur territoire les zones relevant de l'assainissement collectif (où la collecte et l'épuration sont prises en charge par le service public d'assainissement) et les zones relevant de l'assainissement non-collectif (où la mise en place et l'entretien des dispositifs sont de la responsabilité des personnes privées). La détermination des zones d'assainissement collectif et non-collectif prévue par l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales doit ainsi être précédée d'une réflexion technico-économique et environnementale qui doit conduire à choisir l'assainissement non-collectif dans tous les secteurs où il est techniquement réalisable et où l'assainissement collectif ne se justifie pas, à savoir notamment les zones rurales ou peu densément urbanisées. Le zonage d'assainissement permet donc une optimisation de ces choix. »*

Le zonage assainissement ne constitue pas à lui seul un schéma directeur d'assainissement. Ce plan de zonage identifie la vocation des différentes zones du territoire de la commune en matière d'assainissement au vu de l'aptitude des sols, du coût de chaque option et de la densification de l'urbanisation. Il ne fige donc pas une situation en matière d'assainissement. Pour autant, les constructions situées en zone « assainissement collectif » ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. Le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs : en l'absence de réseau, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel maintenu en bon état de fonctionnement.

## 2.2 Objectif du zonage

Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de Crevant-Laveine, compétente en assainissement, doit délimiter le zonage d'assainissement collectif et non-collectif en précisant :

- **la ou les zones d'assainissement collectif** où la collectivité doit assurer le financement (investissement et exploitation) des équipements d'assainissement collectifs permettant la collecte, l'épuration et le rejet au milieu naturel des eaux usées domestiques. La collectivité doit également se charger de l'élimination des boues excédentaires d'épuration issues du traitement. Les coûts du service sont financés par une redevance assainissement pour les usagers en bénéficiant,
- **la ou les zones d'assainissement non-collectif** où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non-collectif et, si elle le décide, leur entretien, ainsi que le conseil et l'assistance technique aux usagers. Ces services sont assurés par le Service Public de l'Assainissement Non-Collectif (SPANC) de la commune, géré par la Communauté de Communes Entre Dore et Allier.

Le financement des équipements d'assainissement non-collectif (investissement et exploitation) revient aux particuliers. La maîtrise d'ouvrage est privée.

Les objectifs de l'établissement du zonage d'assainissement collectif et non-collectif sont les suivants :

- sur le plan technique :
  - l'optimisation des modes d'assainissement au regard des différentes contraintes techniques et environnementales ;
  - la revalorisation de l'assainissement non-collectif en tant que technique épuratoire comme une alternative intéressante au réseau collectif au niveau technique, économique et environnemental ;
  - l'identification des zones d'assainissement collectif permettant :
    - une délimitation fine des périmètres d'agglomération,
    - l'évaluation des flux raccordables sur les ouvrages collectifs,
    - la précision des zones d'intervention des services publics d'assainissement collectif et non-collectif (lisibilité du service public) ;
- sur le plan stratégique :
  - la cohérence des politiques communales, c'est-à-dire l'adéquation entre les besoins de développement et la capacité des équipements publics,
  - la limitation et la maîtrise des coûts de l'assainissement collectif relatif aux eaux usées et eaux pluviales.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral actualisé. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante, opposable aux tiers et annexée aux documents d'urbanisme communaux.

En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme ou de permis de construire sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Après adoption du projet de zonage, celui-ci est soumis à enquête publique (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), puis approuvé par la collectivité.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement. Il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (nouvelle enquête publique).

## **3 RAPPEL SUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

### **3.1 Réglementation**

La conception et la gestion des systèmes d'assainissement sont régies par l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

#### **Cet arrêté définit des règles de conception.**

- Concernant le système de collecte :

Il doit être conçu afin de pouvoir acheminer, hors situations inhabituelles notamment de fortes pluies, l'ensemble des eaux usées collectées pour traitement avant rejet (article 5).

Pour les systèmes de collecte unitaires ou mixtes, la gestion des eaux pluviales à la source doit être privilégiée (article 5).

- Concernant la station de traitement :

Elles doivent être implantées en zone non inondable.

La STEP doit être hors d'eau pour une crue de retour 5 ans et les installations électriques doivent être hors d'eau pour une crue de retour 100 ans.

Le rejet se fait en milieu superficiel. L'infiltration est une filière dérogatoire sous avis d'un hydrogéologue agréé.

Une analyse du risque de défaillance est une obligation pour les STEU en service supérieures à 2 000 EH et pour les nouvelles STEU supérieures à 200 EH.

#### **Cet arrêté définit les règles d'autosurveillance des systèmes de collecte.**

Sont soumis à autosurveillance, tous les ouvrages situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une pollution journalière supérieure ou égale à 2 000 EH, c'est-à-dire les déversoirs d'orage y compris les trop-pleins des postes de pompe. Ces surverses doivent faire l'objet d'une mesure de temps de déversement et d'une estimation de débit.

Les ouvrages de taille supérieure à 10 000 EH et déversant plus de 10 jours par an en moyenne sur 5 ans sont soumis à une mesure de débit et une estimation des flux de pollution déversés.

#### **Cet arrêté définit les règles d'autosurveillance des stations de traitement.**

Les principes généraux sont le suivi métrologique des effluents en entrée de STEP, des effluents rejetés au milieu réception avant tout traitement, les effluents rejetés au milieu récepteur après traitement partiel et les eaux usées traitées. La nature des informations et leur fréquence de recueil augmentent avec la taille des agglomérations. La surveillance peut être renforcée par arrêté préfectoral.

Des agglomérations peuvent être concernées par un suivi du milieu récepteur et par la recherche de micropolluants dans les rejets de la STEP.

**Cet arrêté définit les règles de diagnostic du système d'assainissement.**

Les agglomérations supérieures à 10 000 EH doivent mettre en place un diagnostic permanent du système d'assainissement.

Les agglomérations inférieures à 10 000 EH sont soumises à un diagnostic périodique du système d'assainissement tous les 10 ans au minimum.

**Cet arrêté définit les documents à produire pour les suivis des systèmes :** cahier de vie et bilans de fonctionnement pour les agglomérations d'assainissement inférieures à 2 000 EH et manuel d'autosurveillance et bilan de fonctionnement annuel du système pour les agglomérations supérieures à 2 000 EH.

**Cet arrêté régit la gestion et la surveillance des boues de station de traitement.**

Pour les boues valorisées en agriculture, il faut disposer d'un système de stockage des boues d'une capacité de 6 mois minimum.

L'évaluation de la conformité des systèmes de collecte par temps de pluie est expliquée dans la note technique du 7 septembre 2015.

La conformité est atteinte si au moins un des trois objectifs suivants est respecté :

- Les rejets par temps de pluie représentent moins de 5 % des volumes d'eaux usées produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année ;
- Les rejets par temps de pluie représentent moins de 5 % du flux de pollution produits par l'agglomération d'assainissement durant l'année ;

Formule de calcul des 2 premières propositions :

$$\frac{\sum \text{volumes ou flux de pollution au niveau des A1}}{\sum \text{volumes ou flux de pollution au niveau des A1 et A2 et A3}} \times 100 \leq 5$$

*Ou A1 sont les déversoirs d'orage soumis à autosurveillance réglementaire,*

*A2 est le déversoir d'orage en tête de station,*

*A3 est l'entrée STEP.*

- Moins de 20 jours de déversement ont été constatés durant l'année au niveau de chaque déversoir d'orage soumis à autosurveillance réglementaire.

Des adaptations préfectorales sont possibles en fonction de la sensibilité du milieu récepteur et du coût engendré pour le respect de ces objectifs.

Les modalités d'évaluation sont les suivantes :

- Une évaluation annuelle par la police de l'eau sur la base des données issues de l'autosurveillance réglementaire des 5 dernières années,
- Une fois proposé par le maître d'ouvrage et validé par le préfet, le critère choisi figure dans l'acte administratif réglementant le système d'assainissement et reste identique au fil du temps,



- 
- Le système est jugé non conforme si l'autosurveillance est absente, insuffisante ou si les résultats sont non transmis,
  - Le système est jugé conforme si le critère acté est respecté et l'autosurveillance est complète et validée.

### **3.2 Système de collecte et de traitement existant**

Seul le village de Terrasse Basse possède un réseau d'assainissement. Celui-ci collecte les effluents du hameau pour les acheminer vers la station de traitement du Bassinet sur la commune de Culhat.

Mis à part ce réseau de collecte des eaux usées, aucun système d'assainissement collectif n'est présent sur la commune

## 4 RAPPEL SUR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### 4.1 Réglementation

L'assainissement non-collectif se définit comme « *toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées (...) des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées* ».

Il est aussi appelé assainissement individuel ou autonome.

La directive européenne du 21 mai 1991, la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, puis la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 reconnaissent ce type d'assainissement comme une solution à part entière, alternative à l'assainissement collectif ("tout à l'égout"). En effet, lorsqu'il est correctement installé et entretenu, les performances de l'assainissement non-collectif sont très efficaces pour préserver la salubrité publique et protéger l'environnement.

Les équipements d'assainissement non-collectif sont régis par les arrêtés suivants :

- **l'arrêté du 7 mars 2012** modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non-collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. Les modalités d'application de l'arrêté ont été reprises par la norme AFNOR XP DTU 64.1. P1-1 et P1-2 (indice de classement P 16-603-1-1 et 1-2) ;
- **l'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non-collectif ;
- **l'arrêté du 3 décembre 2010** modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non-collectif.

Ils doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique.

Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué ;
- un dispositif de traitement pouvant utiliser le pouvoir épurateur du sol.

### 4.2 Dispositifs d'assainissement non collectif

#### 4.2.1 Pré-traitement

La "Fosse Septique Toutes Eaux" recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m<sup>3</sup> pour les logements ayant jusqu'à 5 pièces. Ce volume est augmenté de 1 m<sup>3</sup> par pièce supplémentaire. Elle devra être disposée au plus près de l'habitation à l'écart du passage des véhicules.

Deux types de phénomènes se déroulent dans la fosse septique toutes eaux :

- un **phénomène physique de clarification** par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface) ;
- un **phénomène biologique** avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La "Fosse Septique Toutes Eaux" assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration. Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner suffisamment longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours.

Elle doit être contrôlée et vidangée régulièrement (tous les 2 à 4 ans) ; c'est-à-dire avant que la hauteur de boues dépasse 50 % du volume utile. En effet, les boues et graisses diminuent son volume utile. Si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisses et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

La fosse septique toutes eaux n'admet que les eaux usées domestiques. Les eaux pluviales doivent être évacuées séparément et ne doivent en aucun cas transiter par le système de traitement. Il s'agit d'une préconisation générale.

La "Fosse Septique Eaux Vannes" ne recevant que les eaux de W-C, est admise exceptionnellement dans le cas de rénovation d'installations anciennes, que si elle est complétée par un bac séparateur à graisses pour les eaux ménagères.

Le pré-filtre a pour rôle de limiter les conséquences d'un relargage accidentel de matières en suspension en quantité importante suite à un dysfonctionnement hydraulique. Il présente également l'intérêt d'éviter le départ de particules isolées de densité proche de l'eau, susceptibles d'obturer les orifices situés en aval. Il doit pouvoir être nettoyé sans occasionner de départ de boues vers le massif filtrant. Il doit effectivement se bloquer et donc déborder en cas de problème.

#### 4.2.2 Epuration et évacuation

Un épandage souterrain est constitué par des tranchées filtrantes et lits d'épandage, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe) et de relief le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol.

Les tranchées filtrantes et lits d'épandage peuvent être remplacés par divers dispositifs pour pallier certaines contraintes du sol (tertre filtrant, sol reconstitué, filtre à sable drainant...). Ces dispositifs assurent alors la fonction de traitement. Pour ceux comportant un système de drainage, un dispositif d'évacuation des eaux traitées (rejet vers le réseau hydrographique par exemple) est nécessaire. Les puisards ou puits d'infiltration ne sont que des procédés d'évacuation, sans épuration, et ne peuvent donc être utilisés qu'à la sortie d'un dispositif de type filtre à sable drainé.

En termes de traitement des eaux usées, plusieurs solutions sont disponibles :

- les dispositifs de traitement utilisant le sol en place :
  - tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain),
  - lit d'épandage à faible profondeur,
- les dispositifs de traitement utilisant le sol reconstitué :
  - lit filtrant vertical non drainé,

- filtre à sable vertical drainé,
- lit filtrant drainé à flux vertical à massif de zéolithe,
- lit filtrant drainé à flux horizontal.

Le traitement peut également se faire par des dispositifs agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement. Ces dispositifs sont les suivants :

- les filtres compacts ;
- les filtres plantés ;
- les microstations à cultures libres ;
- les microstations à cultures fixées ;
- les microstations SBR.

Ces agréments portent seulement sur le traitement des eaux usées. En sortie de tout dispositif de traitement, les eaux usées traitées doivent être infiltrées si la perméabilité du sol le permet. Le rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel n'est possible qu'après une étude particulière démontrant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable, et après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

Une liste des installations agréées est présentée sur le site internet interministériel de l'assainissement non-collectif :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

Les 5 figures suivantes précisent la composition théorique des différents dispositifs d'assainissement autonome.

Figure n°1 : Fosse toutes eaux

## LA FOSSE TOUTES EAUX

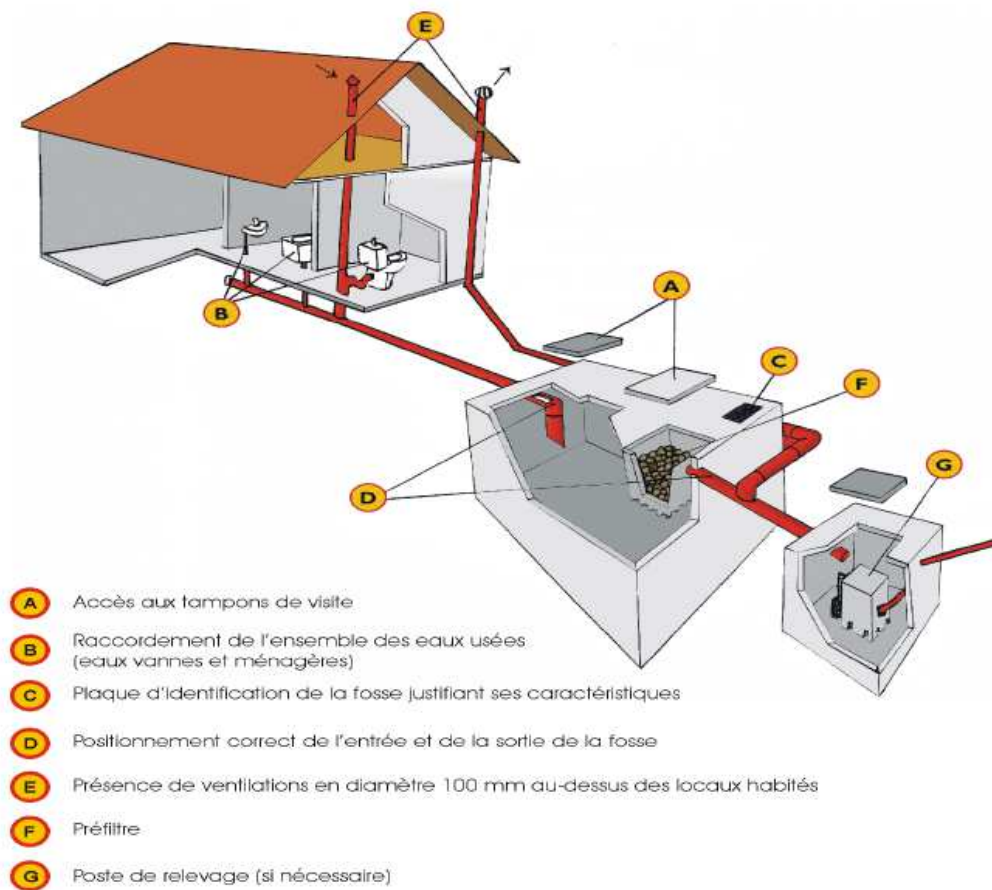


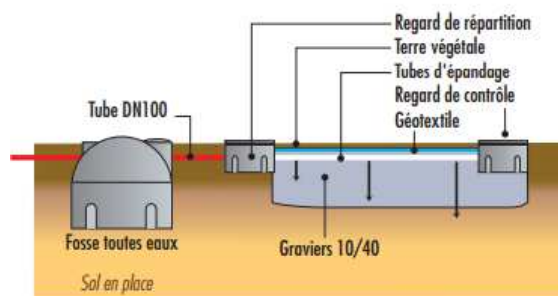
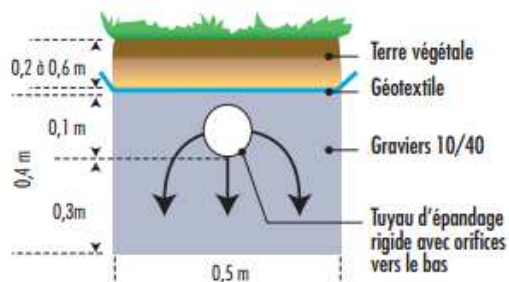
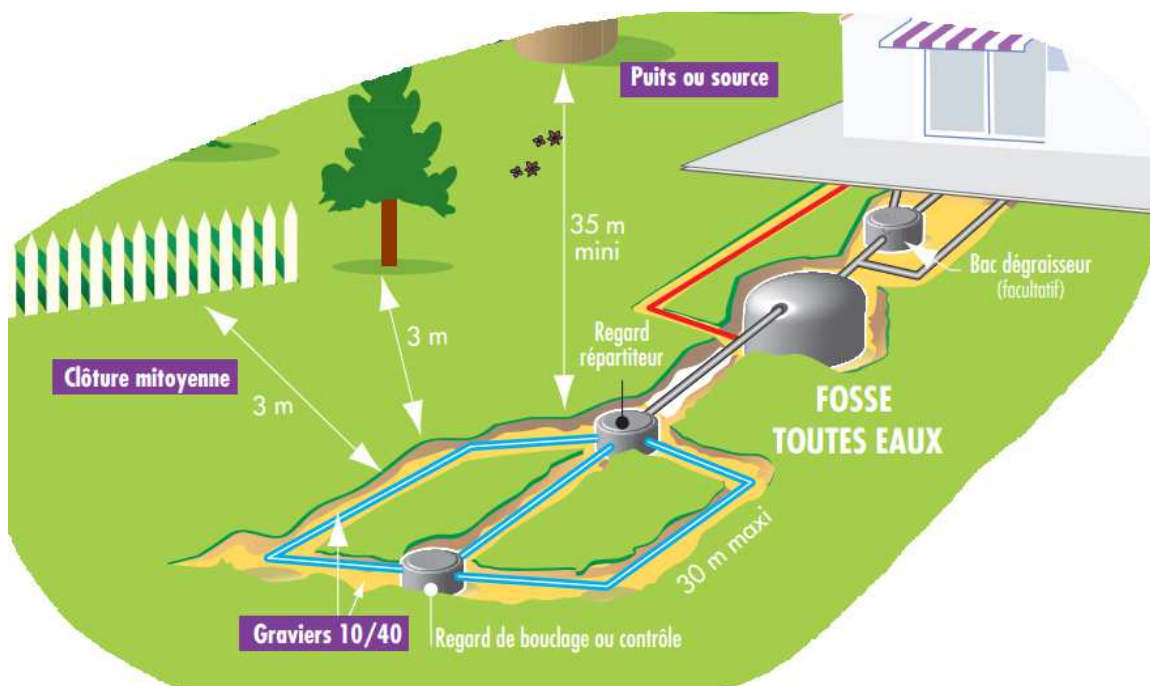
Figure n°2 : Epandage souterrain

Critères de mise en place :

- Perméabilité :  $K=15$  à  $500$  mm/h
- Hydromorphie/nappe : absence
- Epaisseur de sol :  $> 1$  m
- Pente du sol :  $0$  à  $15$  %

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Volume de la fosse toutes eaux	Longueur* (en ml)	
			sol sableux	sol argileux
5	3	$3 \text{ m}^3$	45	60 à 90
6	4	$4 \text{ m}^3$	60	90 à 120
7	5	$5 \text{ m}^3$	75	120 à 150

\* + 15 ml par chambre supplémentaire



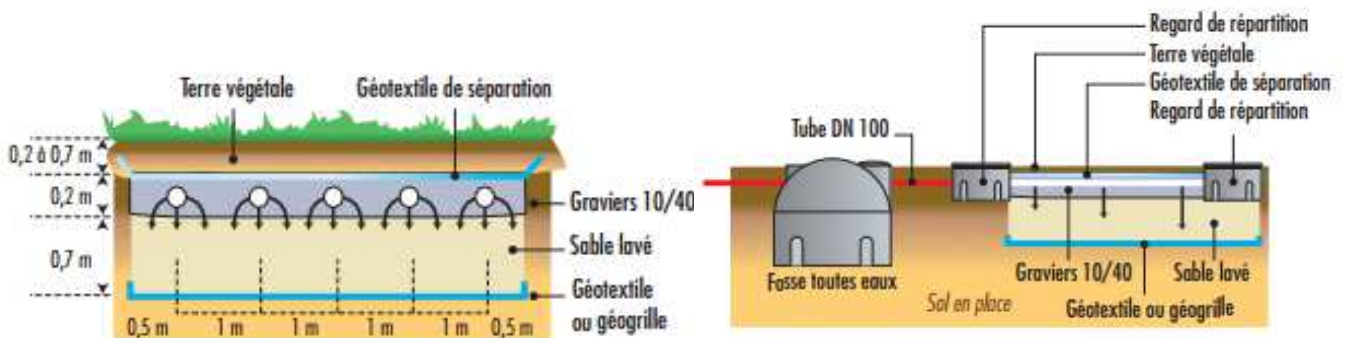
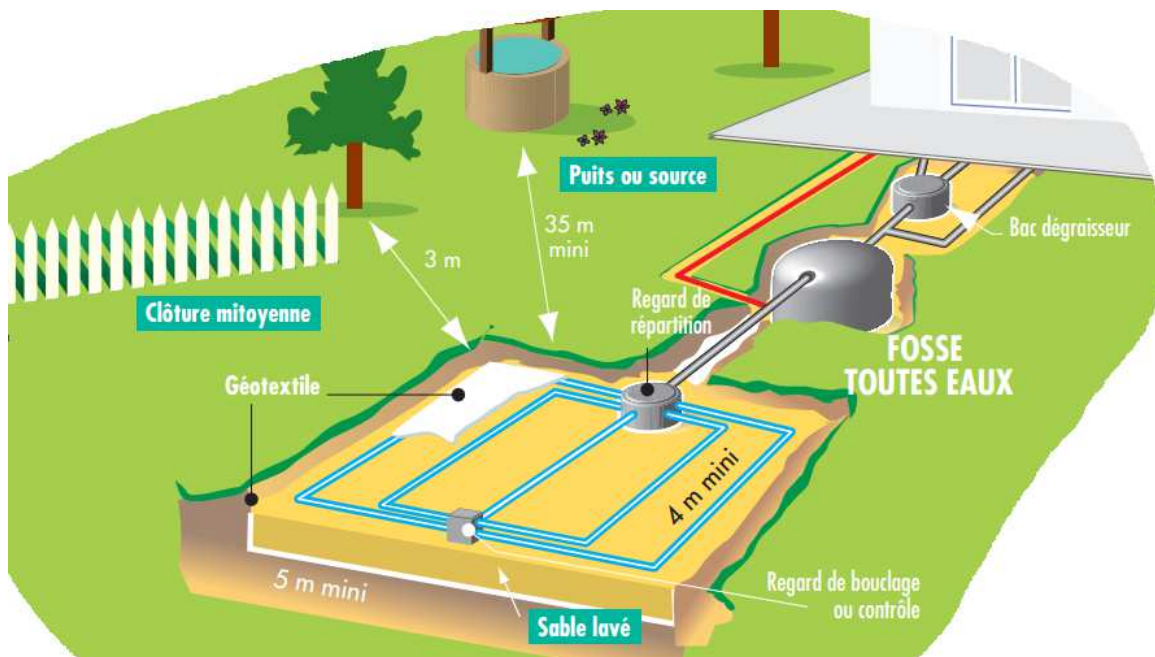
**Figure n°3 : Filtre à sable vertical**

Critères de mise en place :

- Perméabilité :  $K > 500$  mm/h
  - Hydromorphie/nappe : fort drainage, nappe profonde
  - Epaisseur de sol : 0 à 1 m
  - Pente du sol : 0 à 15 %
  - Surface : à partir de 20 m<sup>2</sup>
- pour 4 PP (2chbre) puis

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Volume de la fosse toutes eaux	Surface* (en m <sup>2</sup> )
5	3	3 m <sup>3</sup>	25
6	4	4 m <sup>3</sup>	30
7	5	5 m <sup>3</sup>	35

\* + 5 m<sup>2</sup> par chambre supplémentaire



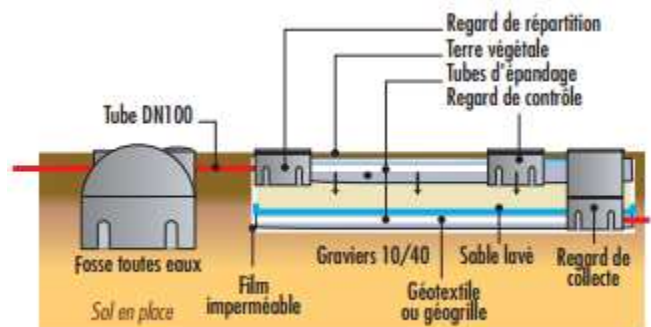
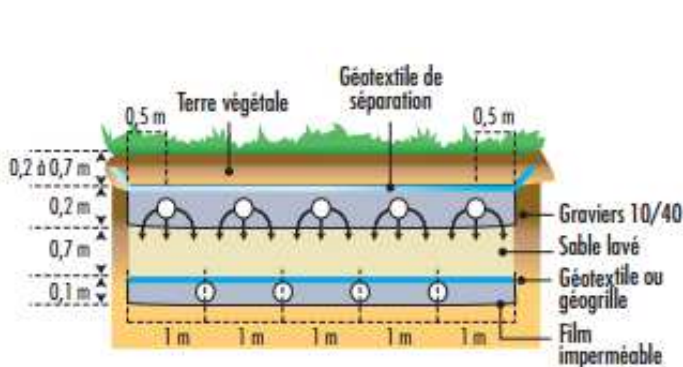
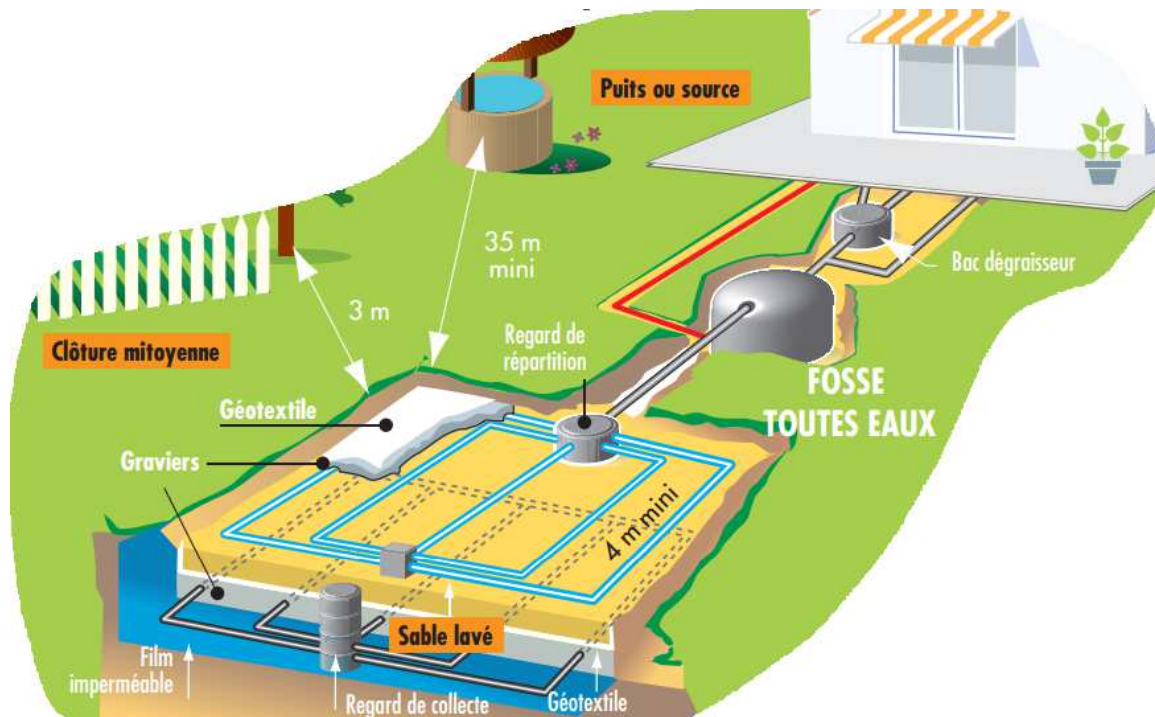
**Figure n°4 : Filtre à sable vertical drainé**

Critères de mise en place :

- Perméabilité :  $K < 15 \text{ mm/h}$
- Hydromorphie/nappe : hydromorphie possible
- Epaisseur de sol : 0 à 1 m
- Pente du sol : 0 à 30 %
- Surface : à partir de 20 m<sup>2</sup> pour 4 PP (2chbre) puis

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Volume de la fosse toutes eaux	Surface* (en m <sup>2</sup> )
5	3	3 m <sup>3</sup>	25
6	4	4 m <sup>3</sup>	30
7	5	5 m <sup>3</sup>	35

\* + 5 m<sup>2</sup> par chambre supplémentaire





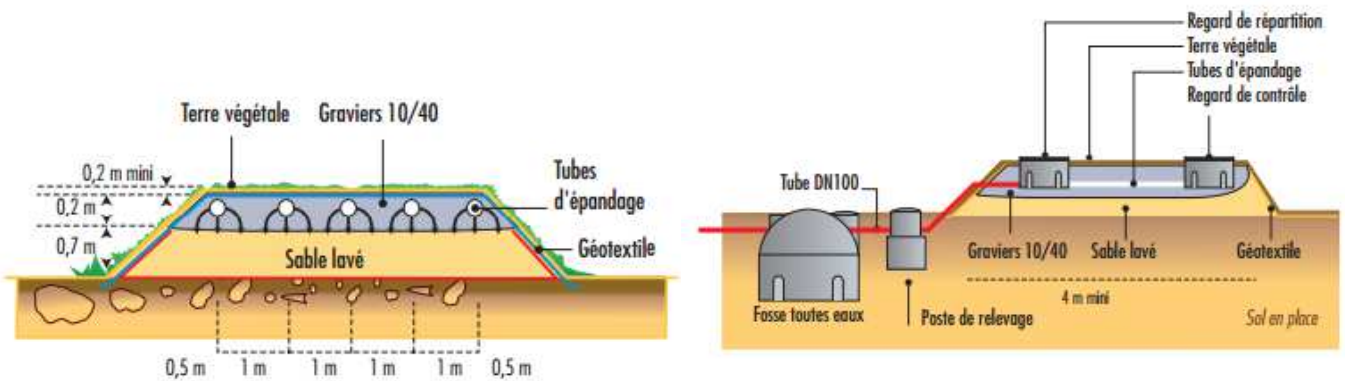
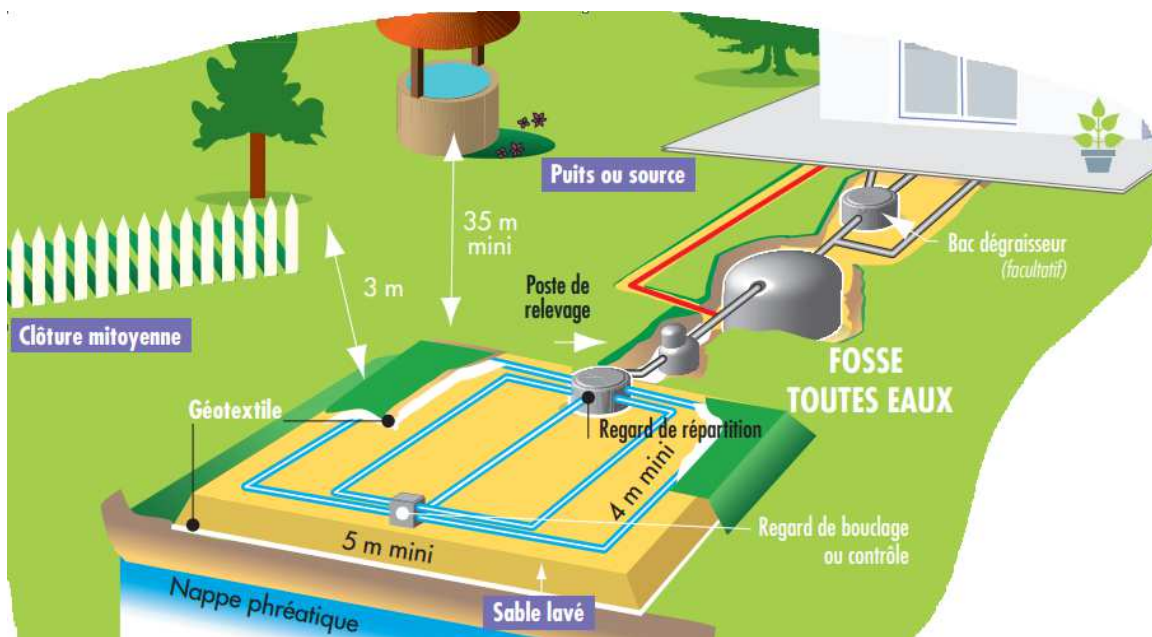
**Figure n°5 : Terre d'infiltration non drainé**

Critères de mise en place :

- Zone inondable, hydromorphie...
- Perméabilité entre 0 et 1.5 m :  $K=15$  à  $+ 500$  mm/h
- Surface : à partir de  $20 \text{ m}^2$  pour 4 PP (2chbre) puis

Nombre de pièces principales	Nombre de chambres	Volume de la fosse toutes eaux	Surface* (en $\text{m}^2$ )
5	3	$3 \text{ m}^3$	25
6	4	$4 \text{ m}^3$	30
7	5	$5 \text{ m}^3$	35

\* +  $5 \text{ m}^2$  par chambre supplémentaire



---

### 4.2.3 Entretien des installations

L'entretien des installations doit être assuré par l'occupant ou le propriétaire. Les principales opérations concernent :

- l'entretien régulier des ouvrages afin d'assurer le bon état et l'accès (coupe des végétaux...) ;
- la vidange de la fosse en moyenne tous les 4 ans (pour une habitation occupée à l'année) ;
- la vidange des bacs dégraisseurs éventuels tous les ans ;
- l'entretien éventuel pour le bon écoulement des effluents.

L'entrepreneur réalisant la vidange remet lors de l'opération un document mentionnant la description de l'opération et la destination des matières de vidange.

### 4.2.4 Préconisations générales à respecter lors de la mise en place d'une installation d'assainissement non collectif

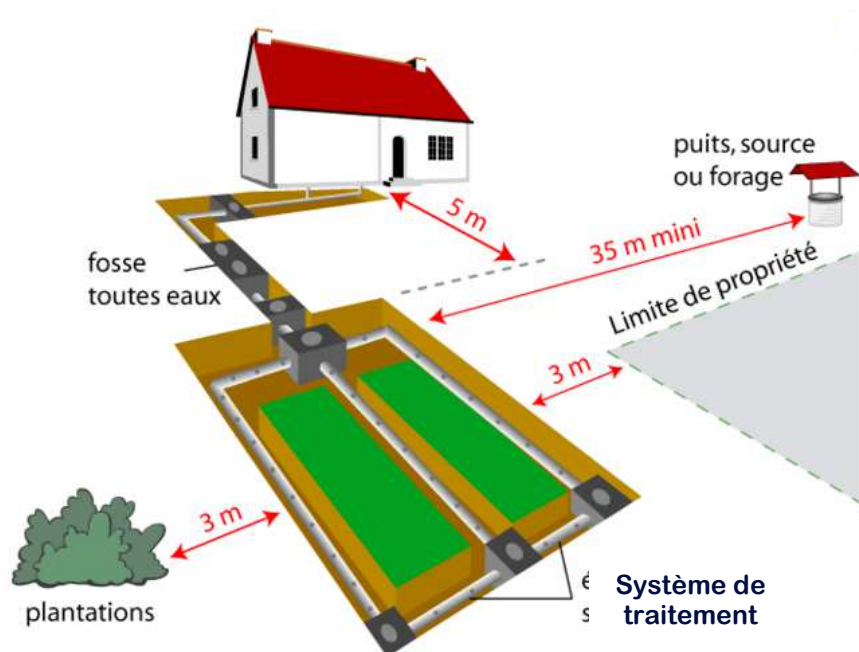
Les dispositifs doivent être conformes aux prescriptions des textes suivants :

- le Document Technique Unifié DTU 64-1 ;
- l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 qui fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non-collectif.

Le DTU fixe le dimensionnement de l'installation d'assainissement individuel en fonction de la taille de l'habitation.

La fosse toutes eaux devra être disposée au plus près de l'habitation à l'écart du passage des véhicules. Le dispositif de traitement sera situé à une distance minimum de 5 m de tout ouvrage fondé (maison), à une distance minimum de 3 m de toute clôture ou de tout arbre, et à une distance minimum de 35 m de tout point de captage d'eau (sauf dérogation du SPANC). Afin d'éviter tout dysfonctionnement de la filière, il faudra éviter toute plantation de ligneux à proximité des épandages ; le cas échéant, l'utilisation d'une barrière anti-racines est conseillée.

Figure n°6 : Schéma de principe de disposition de tout système d'assainissement non collectif



Pour chaque construction :

- les travaux (nouvelles installations ou réhabilitation) sont à la charge du particulier ;
- le propriétaire reste responsable du bon fonctionnement de l'installation et de son entretien ;
- la collectivité compétente en assainissement a l'obligation de contrôler la conformité de l'installation.

#### 4.2.5 Préconisations générales à respecter lors de la mise en place d'une installation d'assainissement non collectif

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non-collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations) ;
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer...) ;
- de la nature des sols ;
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents...) ;
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Les coûts des installations d'assainissement autonome sont évalués de façon globale (fourniture et pose du dispositif de prétraitement et de traitement), sans prendre en compte le coût de la réutilisation de tout ou partie de l'existant. Ils incluent un coût lié aux études préalables de faisabilité.

**Tableau n°1 : Coûts moyens des équipements d'assainissement non-collectif**

Filières de traitement		Coût moyen de l'installation (€ HT)
Prétraitement	Traitement	
Fosse septique toutes eaux	Epandage en sol naturel	6 000 €
	Filtre à sable non drainé	8 000 €
	Filtre à sable drainé	9 000 €
Filières dérogatoires à prévoir au cas par cas (filières compactes)		10 000 €

*Remarque : ces chiffres sont donnés à titre indicatif sur la base de données de coûts moyens d'installations.*

Le financement de l'assainissement individuel d'une nouvelle habitation est à la charge du particulier.

En ce qui concerne la réhabilitation des dispositifs d'assainissement des logements existants, la Communauté de Commune Entre Dore et Allier (compétence ANC) peut financer les travaux de réhabilitation, si elle en assure la maîtrise d'ouvrage (signature d'une convention). Des subventions peuvent être accordées par l'Agence de l'Eau en cas d'opérations groupées.

#### **4.2.5.1 Remarque sur les puits d'infiltration**

Le puits d'infiltration n'est pas un procédé d'épuration, mais un dispositif d'évacuation des eaux préalablement traitées. En aucun cas, il ne doit recevoir les eaux non traitées. Ce dispositif d'évacuation est soumis à dérogation préfectorale.

Le puits d'infiltration assure la dispersion des eaux dans les couches profondes lorsque le sol superficiel est imperméable et qu'il existe une couche perméable en profondeur.

#### **4.2.6 Choix de la filière**

Le choix d'un dispositif d'assainissement autonome est fonction de la nature du sol. La détermination de la filière est basée sur quatre critères, parfois appelés « critères SERP » :

- Sol : valeur de perméabilité ;
- Eau : hydromorphie ou présence d'une nappe proche de la surface ;
- Roche : épaisseur du sol ;
- Pente : pente moyenne du sol.

Il faut cependant ajouter un critère déterminant : la surface disponible sur la parcelle. Plus la place est restreinte, plus il faut se diriger vers des filières compactes. À titre d'exemple, la surface nécessaire pour réaliser un lit d'épandage ou filtre à sable non drainé est de 150 à 200 m<sup>2</sup>, pour un filtre à sable vertical drainé ou un terre, il faut prévoir 50 à 150 m<sup>2</sup> et en dessous de 50 m<sup>2</sup>, on préférera une filière compacte.

Dans le cas où l'analyse de ces paramètres est favorable, le dispositif de traitement à mettre en place est un épandage. Néanmoins, si un des critères est limitant, le choix de la filière est défini à partir du tableau ci-après.

**Tableau n°2 : Critères SERP**

<b>Critères</b>	<b>Facteur limitant</b>	<b>Choix de la filière</b>
<b>Sol</b>	Perméabilité trop faible : <15 mm/h	Filtre à sable drainé
	Perméabilité trop forte : >500 mm/h	Filtre à sable non drainé
<b>Eau</b>	Présence d'eau dans le sol à moins de 1,30 m	Terre : Surélévation de l'ouvrage
<b>Roche</b>	Sol peu épais : <1,30 m	Filtre à sable drainé ou non drainé fonction du critère sol et eau
<b>Pente</b>	Pente >10%	Filtre à sable drainé ou non drainé fonction du critère sol, eau et roche
<b>Surface disponible</b>	Surface < 50 m <sup>2</sup>	Filière compacte agréée

### **4.3 Responsabilité des propriétaires**

○ **Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique :**

« Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés. »

○ **Article R2224-17 du CGCT :**

« Les systèmes d'assainissement non collectif doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles ou souterraines. »

○ **Arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif :**

Article 2 : « Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis aux chapitres 1er et IV de présent arrêté. »

« Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter. »

○ **Article L216-6 du Code de l'Environnement :**

« Quiconque a jeté, déversé ou laissé s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions ont, même provisoirement, entraîné des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, (...) sera puni d'une amende de 305 € à 76 225 € et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

## **4.4 Responsabilité de la collectivité – Service de l'assainissement non collectif**

L'article L1331-11 du Code de la Santé Publique prévoit que les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L1331-3 et L1331-6 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service.

### **4.4.1 Organisation et mise en œuvre du service d'assainissement non collectif**

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, LEMA, du 30 décembre 2006 avec ses décrets d'application a transmis aux communes ou groupements de communes des attributions nouvelles pour le contrôle des installations d'assainissement non-collectif et explicité les moyens dont disposent les collectivités pour effectuer les missions qui leur incombent.

Les missions qui sont dévolues au service d'assainissement non-collectif sont les suivantes :

- pour les dispositifs d'assainissement neufs :
  - le contrôle de conception et d'implantation qui consiste en une validation de la filière d'assainissement projetée aux regards des contraintes liées à la configuration de la parcelle et aux caractéristiques de l'habitation (nombre de pièces notamment) ;
  - le contrôle de bonne exécution qui permet d'apprécier la conformité de la réalisation vis-à-vis du projet validé lors du contrôle de conception et d'implantation, ainsi que la qualité des travaux effectués. Ce contrôle doit être effectué avant remblaiement des ouvrages ;
- pour les dispositifs d'assainissement existants :
  - La périodicité du contrôle de bon fonctionnement réalisé par le SPANC est fixée par la collectivité sans dépasser 10 ans. Toutefois, conformément à l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, les installations non conformes présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré, seront soumises à une contrevisite après un délai de 4 ans afin de vérifier la réalisation des travaux demandés. :
    - il consiste en un état des lieux de l'existant. Il permet ainsi de repérer les défauts de conception et d'usure des ouvrages, de vérifier la réalisation régulière des opérations d'entretien des ouvrages, d'apprécier les nuisances éventuelles engendrées par des dysfonctionnements, et d'évaluer si la filière doit faire l'objet ou non de travaux de réhabilitation,
    - ce contrôle doit permettre de vérifier que le dispositif n'est pas à l'origine de problèmes de salubrité publique, de pollution ou d'autres nuisances.

Le SPANC contrôle la conformité des installations d'assainissement non-collectif dans le cadre de la vente de biens immobiliers non raccordés au réseau d'assainissement collectif. Ce diagnostic des installations d'assainissement non-collectif lors des ventes des habitations est obligatoire depuis le 1er janvier 2011 (Grenelle 2). Réglementairement, il en découle une nouvelle

---

version du Code de la Santé Publique qui précise les modalités de ce diagnostic dans son article L1331-11-1.

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Le SPANC a pour mission d'assurer un **contrôle technique**, il ne constitue pas une police administrative (les pouvoirs de police du Maire n'ont pas été transférés, ni délégués).

#### **4.4.2 Contrôle des installations**

Les prestations du contrôle technique sont les suivantes :

- pour les installations nouvelles ou réhabilitées :
  - conception et implantation,
  - bonne exécution des ouvrages avec si possible une visite du chantier avant remblaiement.

Ce contrôle peut être réalisé en parallèle (mais distinctement) avec les procédures d'urbanisme (permis de construire, certificat de conformité).

- pour les installations existantes, vérification périodique du bon fonctionnement portant sur les points suivants :
  - bon état des ouvrages et ventilation,
  - accessibilité,
  - bon écoulement des effluents vers le dispositif d'épuration,
  - accumulation "normale" des boues dans la fosse,
  - qualité des rejets (si rejet en milieu superficiel),
  - odeurs, rejets anormaux,
  - réalisation des vidanges périodiques.

Le contrôle technique devra en priorité se focaliser sur la conformité des installations nouvelles.

Ensuite, pour exercer leur mission de contrôle technique, le SPANC organise des visites systématiques de diagnostic des habitations existantes. Ces visites permettent d'examiner avec les propriétaires la conformité des installations et les modalités éventuelles de mise en conformité, lorsque celle-ci s'avère nécessaire compte-tenu des risques pour la santé publique.

L'accès aux propriétés est précédé d'un avis préalable de visite. Un rapport de visite est établi par le service d'assainissement dont une copie est transmise au propriétaire, à la commune, et le cas échéant à l'occupant.

La mission de contrôle technique (et éventuellement d'entretien) donne lieu à la perception d'une redevance perçue auprès de l'utilisateur, ceci en contrepartie d'une prestation rendue.

#### **4.4.3 Diagnostic des équipements existants dans les zones non collectées – Résultats des enquêtes du SPANC**

La compétence pour l'assainissement non collectif est détenue par la Communauté de Communes Entre Dore et Allier qui assure le SPANC sur toutes les communes de son territoire dont fait partie Crevant-Laveine. 384 installations d'ANC ont été recensées en Juillet 2018 par le SPANC. Seules les habitations neuves ont été contrôlées depuis 2015 (date de récupération de la compétence ANC par la Communauté de Communes). Les contrôles antérieurs à 2015 ont été réalisés par VEOLIA (2006-2014).

Les résultats des dépouillements de ces enquêtes et des visites sur les différents secteurs de la commune sont rappelés ci-dessous. Les inspections ayant été réalisées depuis plusieurs années, il est possible qu'aujourd'hui, certains particuliers aient réalisé des travaux de mise aux normes.

Le SPANC a lancé en Juillet 2018 une nouvelle campagne de contrôle des ANC de la commune.

Rappel sur les avis donnés par le SPANC :

**► CONFORME / SEMBLANT CONFORME (priorité 3 à la réhabilitation) :**

L'installation d'assainissement non collectif est complète ou sans problème majeur et ne présente aucun risque sanitaire ou environnemental.

La filière est satisfaisante par rapport à la réglementation ou satisfaisante en terme de fonctionnement. Un entretien régulier est à poursuivre.

Cela concerne 64 habitations soit 17 % du parc.

**► NON ACCEPTABLE (priorité 2 à la réhabilitation) :**

L'installation d'assainissement non collectif est incomplète ou son fonctionnement n'est pas optimal voire insuffisant.

L'installation présente des risques sanitaires et/ou environnementaux mais elle ne présente pas de nuisances importantes. La réhabilitation est souhaitable pour améliorer le fonctionnement.

Cela concerne 36 habitations soit 9% du parc.

**► DEFAVORABLE (priorité 1 à la réhabilitation):**

La filière est incomplète et en très mauvais état. Son fonctionnement est insuffisant et elle présente des risques sanitaires importants. La réhabilitation est urgente.

Cela concerne 201 habitations soit 52 % du parc.

**► TRES DEFAVORABLE (priorité 1 à la réhabilitation):**

La filière est inexistante ou en très mauvais état. Son fonctionnement est insuffisant et elle présente des risques sanitaires et environnementaux importants. La réhabilitation est urgente.

Cela concerne 66 habitations soit 17 % du parc.

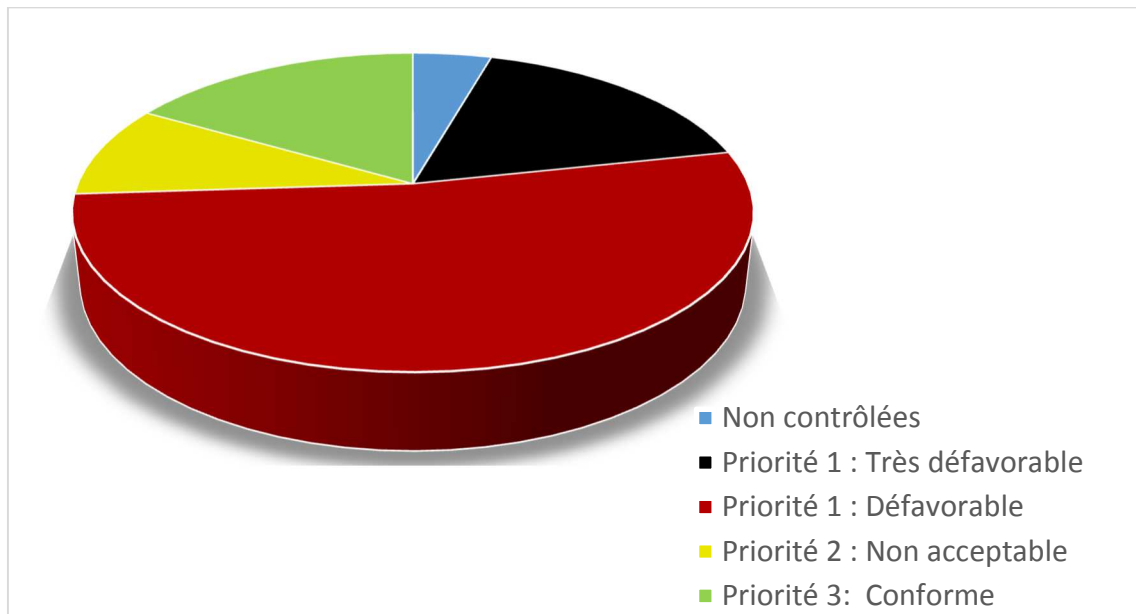


Les résultats sont résumés ci-dessous.

**Tableau n°3 : Résultats des analyses entée et sortie station**

	Nombre d'habitations totales	Enquêtes ANC non réalisées	Pas d'ANC	ANC neuf	Enquêtes ANC aux normes	Enquêtes ANC incomplets à faibles risques	Enquêtes ANC risques sanitaires	Enquêtes ANC risques sanitaires et environnementaux
<b>Crevant Laveine</b>	384	17	-	39	64	36	201	66

**Figure n°7 : Commune de Crevant-Laveine - Résultats des enquêtes de SPANC**



## 5 PRESENTATION DE LA CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

### 5.1 Généralités – Périmètre de l'assainissement collectif

Le tracé du périmètre a été établi sur un fond cadastral. Lorsque le plan de zonage sera approuvé après enquête publique, il constituera une pièce **opposable aux tiers**.

Toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme sur la commune de Crevant -Laveine tiendra compte du plan de zonage d'assainissement. La gestion collective ou non collective des eaux usées sera donc définie par la carte de zonage pour les nouveaux permis de construire. Si le projet relève de l'assainissement individuel, une étude à la parcelle indiquera la filière technique appropriée au contexte environnemental.

Il est rappelé que d'après la circulaire du 22 Mai 1997, le classement en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu.

**Ce zonage ne peut avoir pour conséquence :**

- **de rendre un terrain constructible ;**
- **d'engager la commune sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;**
- **d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;**
- **de constituer un droit à la gratuité des équipements publics d'assainissement, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations.**

*Remarque : la Carte de Zonage d'Assainissement pourra être révisée en fonction de l'évolution du Plan Local d'Urbanisme de la commune et du diagnostic effectué par le Service Public d'Assainissement Non Collectif. En cas de révision, la Carte de Zonage d'Assainissement devra à nouveau être soumise à enquête publique.*

### 5.2 Aptitude des sols à l'assainissement individuel

#### 5.2.1 Description du sol en présence

La commune intègre le domaine de Limagne avec un sous-sol constitué par différents remplissages d'âge tertiaire (marnes et argiles datant de l'Oligocène, en particulier). Ce sous-sol est peu perméable dans sa globalité.

De par sa position, la commune est concernée par les dépôts quaternaires fluviaux de la Dore et de l'Allier (Limos, sables et graviers).

Les dépôts contenant des éléments volcaniques proviennent de l'Allier (Galets, graves de basaltes).

Les profils pédologiques (sols) sont très variés sur la commune.

Les alluvions récentes de l'Allier, perméables, comportent une bonne fraction de sables et de limons brun. Sur les pentes du plateau, des sols plus évolués sont présents avec des proportions d'argiles souvent plus importantes (colluvions).

Enfin, le plateau est concerné par des sols sablo-limoneux à argilo-sableux, avec des variations verticales et latérales.

**L'analyse de la géologie a révélé la présence de formations argileuses et marneuses importantes qui nuisent à la bonne infiltration des eaux. La proximité des nappes est une autre contrainte qui nuit au bon traitement de l'eau par le sol.**

### **5.2.2 Adaptation des filières de traitement aux contraintes de terrain**

Au vu des sols très variés, il ne sera pas possible de déterminer une filière d'assainissement autonome de base. En effet, certaines zones sont propices à la pose de filtre à sable vertical et d'autres demandent des installations de type filtre à sable drainé ou tertre drainant. En cas de place insuffisante sur la parcelle, il sera préconisé de mettre en place une **filière compacte** comprenant généralement une fosse toutes eaux suivie d'un massif de matériaux filtrants (copeaux de coco, zéolithe...). Ces filières nécessitent de 6 à 15 m<sup>2</sup> pour une habitation comprenant 4 pièces principales.

Le montant de ces installations peut aller de 8 000 € HT à 10 000 €HT.

Quoiqu'il en soit, pour tout système d'assainissement, une étude à la parcelle doit être réalisée pour définir exactement la filière adaptée au contexte du site (topographie, pente, surface disponible, perméabilité du sol, constitution du sol...).

## **5.3 Critère de choix pour le zonage de l'assainissement**

De façon générale, les principaux avantages et inconvénients de chaque mode d'assainissement, autonome ou collectif, sont présentés dans le tableau qui suit.

L'ensemble de ces éléments sont pris en compte pour la réalisation du zonage de l'assainissement.

**Tableau n°4 : Comparaison des deux modes envisageables dans le zonage de l'assainissement**

	<b>Assainissement autonome (Maîtrise d'ouvrage privée)</b>	<b>Assainissement collectif (Maîtrise d'ouvrage publique)</b>
<b>Avantages</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas d'investissement pour la collectivité</li> <li>• Utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration</li> <li>• Dispersion de la pollution traitée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La maîtrise d'ouvrage publique (communale ou intercommunale) des travaux garantit leur réalisation et un bon suivi de gestion</li> <li>• Une extension de l'urbanisation est plus aisément envisageable</li> </ul>
<b>Inconvénients</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La maîtrise d'ouvrage privée des travaux ne garantit pas rapidement leur réalisation et un bon suivi de gestion</li> <li>• Urbanisation bloquée ou très limitée dans les zones où l'aptitude des sols est médiocre et nécessite la mise en place de filières d'assainissement autonome drainées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investissements financiers importants pour la collectivité</li> <li>• Création localement d'unités de traitement supplémentaires : terrain à acquérir et dispositifs à entretenir</li> </ul>

L'assainissement autonome doit être privilégié si le contexte local le permet. L'assainissement collectif est étudié dans l'étude de zonage d'assainissement comme solution alternative, compte tenu des contraintes locales ou d'un contexte particulier.

Ces facteurs, souvent concomitants, pouvant justifier l'étude d'un scénario d'assainissement collectif sont :

- l'aptitude médiocre des sols ;
- la densité de l'habitat ;
- les nuisances constatées liées au mauvais fonctionnement des filières existantes ;
- la pollution produite ;
- les perspectives d'urbanisation ;
- la proximité des réseaux existants ;
- les contraintes naturelles (pentes, zones protégées) ;
- la protection des captages d'eau potable.

## **5.4 Scénarii d'assainissement étudiés**

**Il est rappelé que les habitations desservies par un réseau d'assainissement collectif sont considérées comme raccordables (y compris celles dont le raccordement nécessite la mise en place d'un poste individuel de relevage). Tous les secteurs desservis par des réseaux d'assainissement sont donc considérés en assainissement collectif.**

Les objectifs des études préliminaires de scénarii d'assainissement sont de déterminer les solutions techniques les mieux adaptées à la collecte et au traitement des eaux usées d'origine domestique. Ces solutions vont de l'assainissement individuel à l'assainissement collectif.

Les réflexions menées par la commune, ses partenaires financiers et ses soutiens techniques ont porté sur :

- la faisabilité de l'assainissement non-collectif ou collectif ;
- le respect de l'environnement ;
- la maîtrise des coûts.

La première partie du zonage a permis de combiner les possibilités d'assainissement collectif de Crevant-Laveine aux hypothèses de développement de l'urbanisme futur. 11 hameaux ainsi que le bourg de Crevant-Laveine ont fait l'objet d'une étude.

Ces zones sont actuellement toutes en assainissement non collectif dont une grande partie des systèmes d'assainissement autonome sont non conformes ou incomplets et nécessitent donc une réhabilitation.

Un réseau existe dans chacun des hameaux. Ce réseau « pluvial » récupère les surverses des différents ANC ainsi que quelques grilles et avaloirs afin de les acheminer vers un fossé ou un cours d'eau à proximité du hameau.

Les différents scénarii étudiés, proposent la création d'un réseau d'eaux usées strictes. Les systèmes de traitement des eaux usées seront soit propres à chaque hameau, soit mutualisés entre deux villages (Chez Mozat/La Croix Mozat/La Brousse, Chez Barry/Fontpanade et Chez Faye/Les Minaux).

## **5.5 Zone 1 : Hameau de Terrasse Haute**

### **5.5.1 Scénario d'assainissement autonome**

La commune n'ayant pas fourni de données concernant des projets sur la partie constructible vierge de la zone, nous partirons de l'hypothèse que celle-ci peut accueillir 5 habitations en plus des 10 déjà existantes.

Sur les 6 habitations enquêtées par le SPANC, 5 sont non conformes avec un risque de pollution et 1 présente des dangers pour la santé des personnes. Aucun, système de traitement n'étant présent après le prétraitement, le système d'ANC est donc à revoir dans sa totalité pour toutes les habitations.

Dans ce secteur situé au Sud-Ouest du village, l'analyse hydrogéologique préconise une filière d'assainissement autonome composée **d'une fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable vertical**.

### **5.5.2 Scénario d'assainissement collectif**

Cette zone ne possède pas de station de traitement des eaux usées. Une station d'épuration sera donc créée en même temps que le réseau de collecte des EU dans le hameau. Le réseau déjà existant devient un réseau d'eaux pluviales.

#### **➤ Caractéristiques du projet :**

- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous voirie communale) : 350 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 sous pré) : 140 mètres ;

- Nombre d'abonnés à raccorder : 15.

### 5.5.3 Solution retenue

La commune a décidé de **retenir la solution de l'assainissement non collectif**. Ce choix a été déterminé par le coût des projets d'assainissement collectif mais également par un développement urbain incertain sur ce secteur (aucun projet de construction prévu).

## 5.6 Zone 2 : Les Escolives

### 5.6.1 Scénario d'assainissement autonome

Sur cette zone regroupant les villages des petites Escolives et des Grandes Escolives, la commune n'a pas fourni de données concernant des projets sur la partie constructible vierge de la zone. On partira donc de l'hypothèse que celle-ci peut accueillir 12 habitations en plus des 36 déjà existantes.

Sur les 11 habitations enquêtées par le SPANC, 4 sont conformes, 6 sont non conformes avec un risque de pollution et 1 est non conforme en raison d'une installation incomplète. Hormis au niveau des installations conformes, les systèmes de traitement ne sont pas présents après le prétraitement. L'installation d'ANC est donc à revoir dans sa totalité pour toutes les habitations non conformes.

L'analyse hydrogéologique préconise une filière d'assainissement autonome composée **d'une fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable vertical**.

### 5.6.2 Scénario d'assainissement collectif

Cette zone ne possède pas de station de traitement des eaux usées. Une station d'épuration sera donc créée en même temps que le réseau de collecte des EU dans le hameau. Le réseau déjà existant ainsi que les fossés serviront d'exutoire pour les eaux pluviales.

#### ➤ Caractéristiques du projet :

- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous voirie communale) : 1 100 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 sous chemin communal) : 270 mètres ;
- Nombre d'abonnés à raccorder : 48.

### 5.6.3 Solution retenue

La commune a décidé de **retenir la solution de l'assainissement non collectif**. Ce choix a été déterminé par le coût des projets d'assainissement collectif mais également par un développement urbain incertain sur ce secteur (aucun projet de construction prévu).

## **5.7 Zone 3 : Chez Peyrot**

### **5.7.1 Scénario d'assainissement autonome**

Sur cette zone la commune n'a pas fourni de données concernant des projets sur la partie constructible vierge de la zone. On partira donc de l'hypothèse que celle-ci peut accueillir 2 habitations en plus des 12 déjà existantes.

Sur les 9 habitations enquêtées par le SPANC, 1 est conforme, 2 sont non conformes avec un risque de pollution ou sanitaire, 4 sont non conformes avec des risques environnementaux et 2 sont non conformes avec des dangers pour la santé des personnes. Hormis au niveau de l'installation conforme, les installations d'ANC sont à revoir dans leur totalité.

L'analyse hydrogéologique préconise une filière d'assainissement autonome composée **d'une fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable vertical**.

### **5.7.2 Scénario d'assainissement collectif**

Cette zone ne possède pas de station de traitement des eaux usées. Une station d'épuration sera donc créée en même temps que le réseau de collecte des EU dans le hameau. Le réseau déjà existant ainsi que les fossés serviront d'exutoire pour les eaux pluviales. Seul une habitation au Sud-Est du village ne pourra pas être raccordée. En effet, cette dernière est située en contre-bas du hameau.

#### **➤ Caractéristiques du projet :**

- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous voirie communale) : 250 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 sous chemin communal) : 95 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (refoulement sous chemin communal) : 110 mètres ;
- Nombre d'abonnés à raccorder : 13.

### **5.7.3 Solution retenue**

La commune a décidé de **retenir la solution de l'assainissement non collectif**. Ce choix a été déterminé par le coût des projets d'assainissement collectif mais également par un développement urbain incertain sur ce secteur (aucun projet de construction prévu).

## **5.8 Zone 4 : Mozat-Brousse**

### **5.8.1 Scénario d'assainissement autonome**

Sur cette zone regroupant les villages Croix Mozat, Chez Mozat et La Brousse, la commune n'a pas fourni de données concernant des projets sur la partie constructible vierge de la zone. On partira donc de l'hypothèse que celle-ci peut accueillir 36 habitations en plus des 65 déjà existantes.

Sur les 23 habitations enquêtées par le SPANC, 6 sont conformes, 11 sont non conformes avec un risque de pollution ou sanitaire, 2 sont non conformes en raison d'une installation incomplète

et 4 sont non conformes présentant des risques environnementaux ou des dangers pour la santé des personnes. Hormis au niveau des installations conformes, les systèmes de traitement ne sont pas présents après le prétraitement. L'installation d'ANC est donc à revoir dans sa totalité pour toutes les habitations non conformes.

L'analyse hydrogéologique préconise une filière d'assainissement autonome composée **d'une fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable vertical**.

### 5.8.2 Scénario d'assainissement collectif

Cette zone ne possède pas de station de traitement des eaux usées. Une station d'épuration sera donc créée et implantée sur le hameau de Chez Mozat en même temps que le réseau de collecte des EU dans les trois hameaux. Le réseau déjà existant ainsi que les fossés serviront d'exutoire pour les eaux pluviales.

#### ➤ **Caractéristiques du projet :**

- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous voirie communale) : 1 800 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 Fonte sous voirie communale) : 700 mètres en raison d'un terrain hydromorphe sur le village des Brousses ;
- Longueur de conduite de refoulement d'eaux usées à créer (PE sous voirie communale) : 140 mètres ;
- Nombre d'abonnés à raccorder : 65.

### 5.8.3 Solution retenue

La commune a décidé de **retenir la solution de l'assainissement non collectif**. Ce choix a été déterminé par le coût des projets d'assainissement collectif mais également par un développement urbain incertain sur ce secteur (aucun projet de construction prévu).

## 5.9 Zone 5 : Chez Barry et Fontpanade

### 5.9.1 Scénario d'assainissement autonome

Sur cette zone regroupant les villages de Chez Barry et Fontpanade. La commune n'a pas fourni de données concernant des projets sur la partie constructible vierge de la zone. On partira donc de l'hypothèse que celle-ci peut accueillir 4 habitations en plus des 31 déjà existantes.

Sur les 19 habitations enquêtées par le SPANC, 4 sont conformes, 11 sont non conformes avec un risque de pollution et 3 sont non conformes avec pollution de l'environnement et 1 est non conforme présentant des risques pour la santé des personnes. Hormis au niveau des installations conformes, les systèmes de traitement ne sont quasiment jamais présents après le prétraitement. L'installation d'ANC est donc à revoir dans sa totalité pour toutes les habitations non conformes.

L'analyse hydrogéologique préconise une filière d'assainissement autonome composée **d'une fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable vertical**.



### 5.9.2 Scénario d'assainissement collectif

Cette zone ne possède pas de station de traitement des eaux usées. Une station d'épuration sera donc créée en même temps que le réseau de collecte des EU dans le hameau. Le réseau déjà existant ainsi que les fossés serviront d'exutoire pour les eaux pluviales.

➤ **Caractéristiques du projet :**

- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 Fonte sous voirie communale) : 830 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 Fonte sous pré) : 740 mètres ;
- Nombre d'abonnés à raccorder : 31.

### 5.9.3 Solution retenue

La commune a décidé de **retenir la solution de l'assainissement non collectif**. Ce choix a été déterminé par le coût des projets d'assainissement collectif mais également par un développement urbain incertain sur ce secteur (aucun projet de construction prévu).

Il apparaît donc que **la solution de l'assainissement non collectif** est la plus adaptée pour ce secteur de la commune.

## 5.10 Zone 6 : Chez Faye et Les Minaux

### 5.10.1 Scénario d'assainissement autonome

Sur cette zone regroupant les hameaux Chez Faye et Les Minaux, la commune n'a pas fourni de données concernant des projets sur la partie constructible vierge de la zone. On partira donc de l'hypothèse que celle-ci peut accueillir 2 habitations en plus des 14 déjà existantes.

Sur les 2 habitations enquêtées par le SPANC, 1 est conforme, 1 est non conforme avec un risque sanitaire. L'installation d'ANC est donc à revoir dans sa totalité pour toutes les habitations non conformes.

L'analyse hydrogéologique préconise une filière d'assainissement autonome composée **d'une fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable vertical**.

### 5.10.2 Scénario d'assainissement collectif

Cette zone ne possède de de station de traitement des eaux usées. Une station d'épuration sera donc créée en même temps que le réseau de collecte des EU dans le hameau. Le réseau déjà existant ainsi que les fossés serviront d'exutoire pour les eaux pluviales.

➤ **Caractéristiques du projet :**

- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous voirie communale) : 530 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 sous pré) : 80 mètres ;
- Nombre d'abonnés à raccorder : 14.

### 5.10.3 Solution retenue

La commune a décidé de **retenir la solution de l'assainissement non collectif**. Ce choix a été déterminé par le coût des projets d'assainissement collectif mais également par un développement urbain incertain sur ce secteur (aucun projet de construction prévu).

Il apparaît donc que **la solution de l'assainissement non collectif** est la plus adaptée pour ce secteur de la commune.

## 5.11 Zone 7 : Chez Table

### 5.11.1 Scénario d'assainissement autonome

Sur le secteur du hameau Chez Table, la commune n'a pas fourni de données concernant des projets sur la partie constructible vierge de la zone. On partira donc de l'hypothèse que celle-ci peut accueillir 2 habitations en plus des 17 déjà existantes.

Sur les 6 habitations enquêtées par le SPANC, 3 sont conformes, 2 sont non conformes avec un risque de pollution de l'environnement et 1 est non conforme en raison d'une installation incomplète. Hormis au niveau des installations conformes, les systèmes de traitement ne sont pas présents après le prétraitement. L'installation d'ANC est donc à revoir dans sa totalité pour toutes les habitations non conformes.

L'analyse hydrogéologique préconise une filière d'assainissement autonome composée **d'une fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable vertical**.

### 5.11.2 Scénario d'assainissement collectif

Cette zone ne possède pas de station de traitement des eaux usées. Une station d'épuration sera donc créée en même temps que le réseau de collecte des EU dans le hameau. Le réseau déjà existant ainsi que les fossés serviront d'exutoire pour les eaux pluviales.

#### ➤ **Caractéristiques du projet :**

- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous voirie communale) : 480 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous chemin communal) : 60 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous pré) : 80 mètres ;
- Nombre d'abonnés à raccorder : 17.

### 5.11.3 Solution retenue

La commune a décidé de **retenir la solution de l'assainissement non collectif**. Ce choix a été déterminé par le coût des projets d'assainissement collectif mais également par un développement urbain incertain sur ce secteur (aucun projet de construction prévu).

## 5.12 Zone 8 : Le Bourg

### 5.12.1 Scénario d'assainissement autonome

La commune n'a pas fourni de données concernant des projets sur la partie constructible vierge de la zone. On partira donc de l'hypothèse que celle-ci peut accueillir 41 habitations en plus des 226 déjà existantes.

Sur les 57 habitations enquêtées par le SPANC, 10 sont conformes, 2 sont significativement sous dimensionnées, 1 est non conforme en raison d'une installation incomplète, 2 sont non conformes sans nuisances apparentes, 17 sont non conformes avec des risques de pollutions, 20 sont non conformes avec des risques sanitaires, 5 sont non conformes présentant un danger pour la santé des personnes. Hormis au niveau des installations conformes, les systèmes de traitement ne sont pas présents après le prétraitement. L'installation d'ANC est donc à revoir dans sa totalité pour toutes les habitations non conformes.

L'analyse hydrogéologique préconise une filière d'assainissement autonome composée **d'une fosse toutes eaux suivie d'un filtre à sable vertical**.

### 5.12.2 Scénario d'assainissement collectif

Cette zone ne possède pas de station de traitement des eaux usées. Une station d'épuration de type lit planté de roseaux sera donc créée en même temps que le réseau de collecte des EU dans le hameau. Le réseau existant ainsi que les fossés serviront d'exutoire pour les eaux pluviales.

#### ➤ Caractéristiques du projet :

- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous prairie) : 630 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous voirie communale) : 3 460 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 PVC sous voirie départementale) : 670 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø Fonte PVC sous prairie) : 280 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 Fonte sous voirie communale) : 960 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées à créer (Ø 200 Fonte sous voirie départementale) : 1 120 mètres ;
- Longueur de conduite d'eaux usées refoulées en PE à créer : 1 260 mètres ;
- Nombre d'abonnés à raccorder : 226.

### 5.12.3 Solution retenue

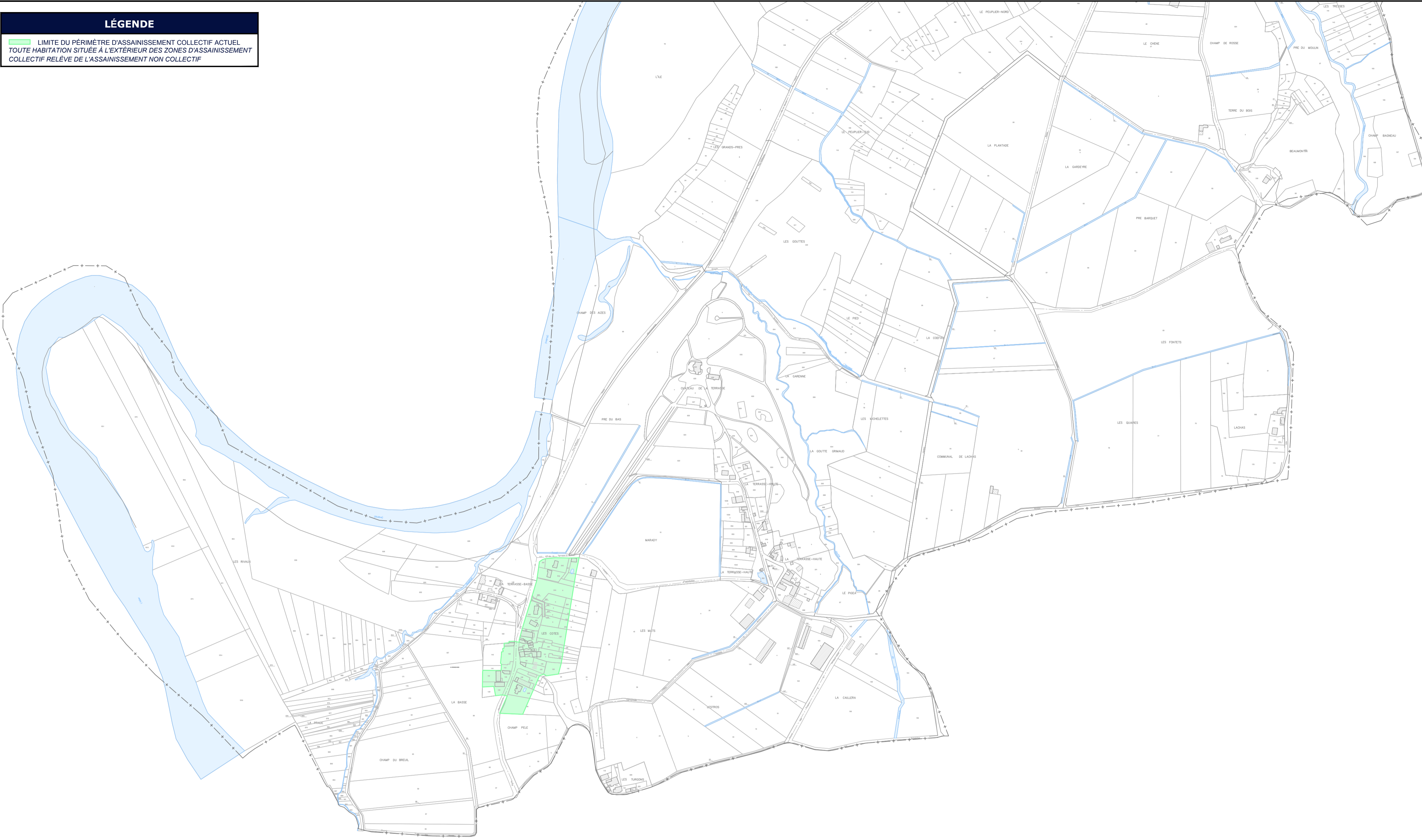
La commune a décidé de **retenir la solution de l'assainissement non collectif**. Ce choix a été déterminé par le coût des projets d'assainissement collectif.

## **6 CONCLUSION**

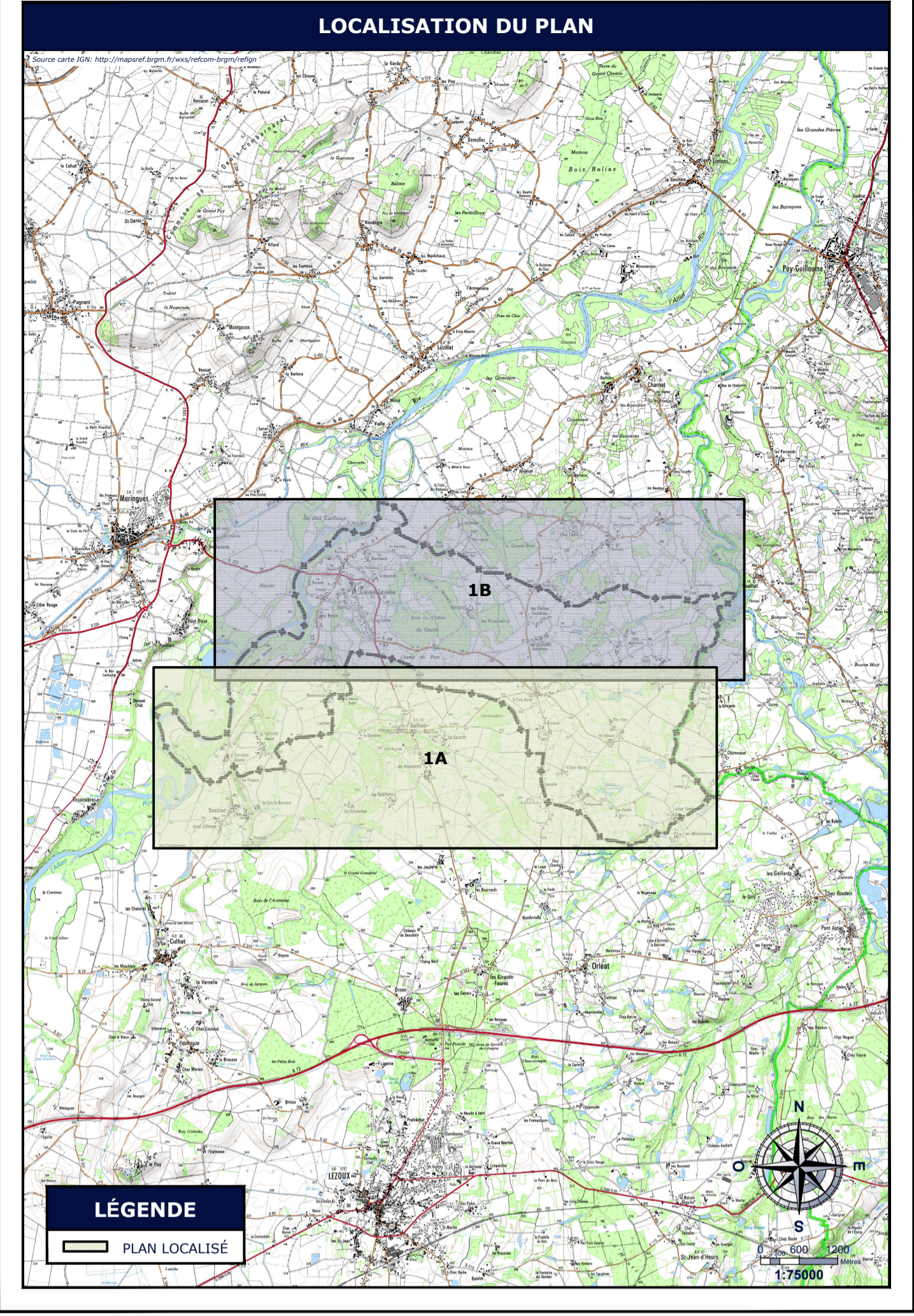
Après étude des scénarii d'assainissement proposés sur les phases 1 et 2 du zonage d'assainissement de Crevant-Laveine, la commune a décidé de ne pas retenir les scénarii d'assainissement collectif.

La carte de zonage présentée en annexe tient donc compte des zones constructibles et du réseau actuel. En cas de modification du réseau, le zonage devra faire l'objet d'une réactualisation.

# ANNEXE N°1 : CARTE DE ZONAGE



**LÉGENDE**  
 LIMITE DU PÉRIMÈTRE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ACTUEL  
 ROUTE HABITATION SITUÉE À L'EXTÉRIEUR DES ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF RELIÉE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



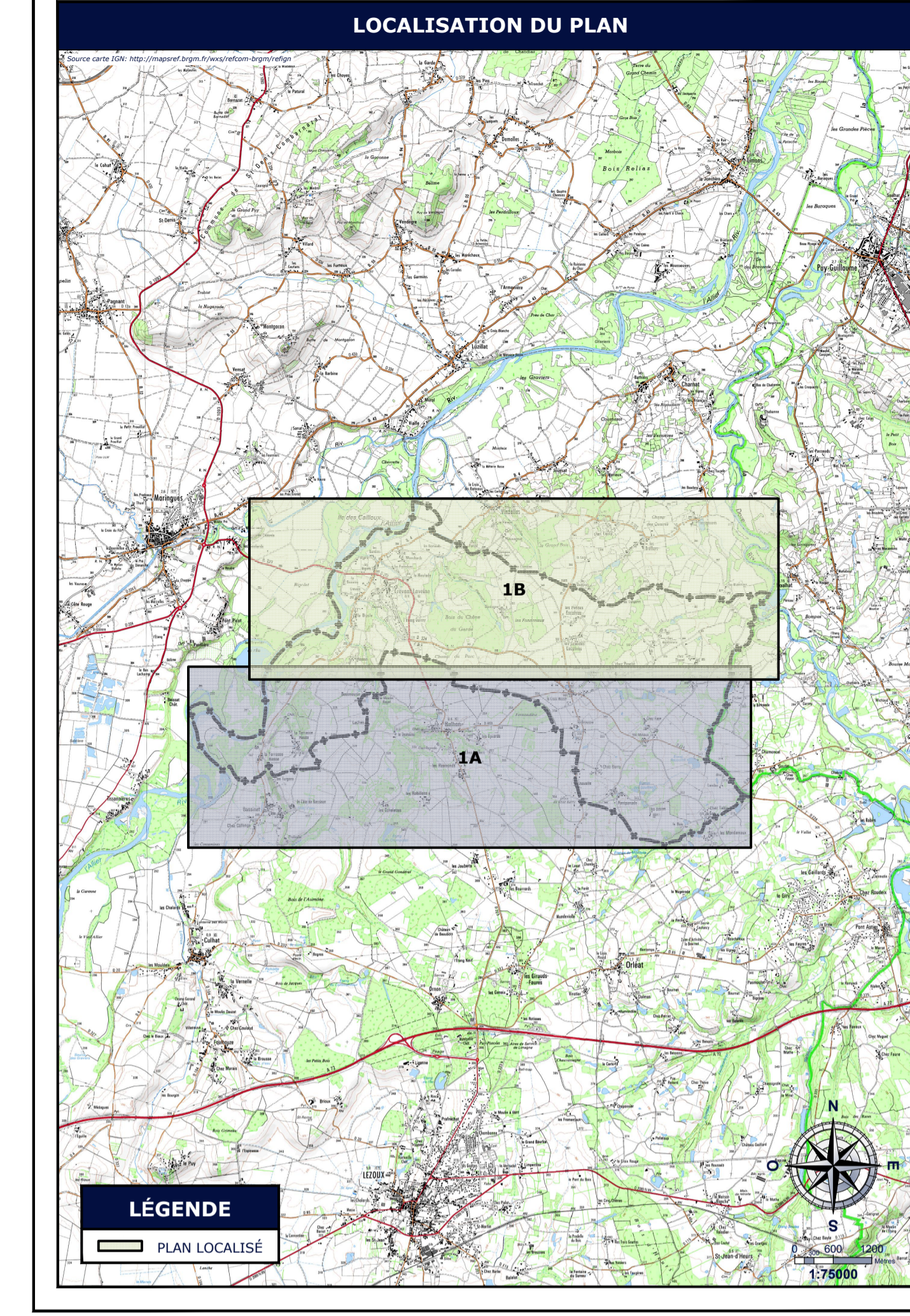
DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME  
 —  
 COMMUNE DE CREVANT-LAVEINE  
 —  
 —  
 —  
 ACTUALISATION DE L'ÉTUDE DE  
 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT  
 —  
 —

A	11/12/2018	J. MOLLIER	Première saisie	A. MEENS
Infos	Date	Dessiné par	Modifié par	Vérifié par
Format de plan dressé par : SAFEGE		Nom du fichier : 18CCF030_ZON4.dwg		Format : 1850.00 x 940.00 mm

**CARTE DE ZONAGE**

Numéro de plan	1A	Direction France Est Agence Auvergne Zac du Chey 3 Rue Emery Fournier 63040 ROMANZAT - France Tel : +33(0)4 73 18 99 89 Fax : +33(0)4 73 19 59 89 Email : dem@safrance.fr
Numéro d'étude	18CCF030	 <b>SAFEGE</b> <i>Ingénierie Conseil</i>
Echelle	1:5000	
Chef de projet	A. MEENS	

**LÉGENDE**  
 LIMITE DU PÉRIMÈTRE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ACTUEL  
 TOUTE HABITATION SITUÉE À L'EXTÉRIEUR DES ZONES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF RELÈVE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



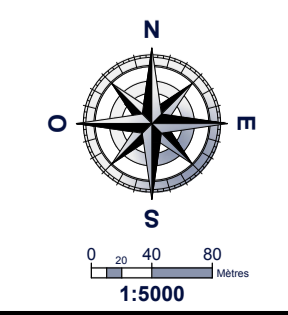
DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME  
 COMMUNE DE CREVALT-LAVEINE

**ACTUALISATION DE L'ÉTUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

A	11/12/2016	J. MOLLIER	Première saisie	A. MEENS
Indice	Date	Dessiné par	Modification	Vérifié par
Fond de plan dressé par : SAFEGE		Nom du fichier : 18CCF030_ZON.dwg		Format : 1890.00 x 944.00 mm

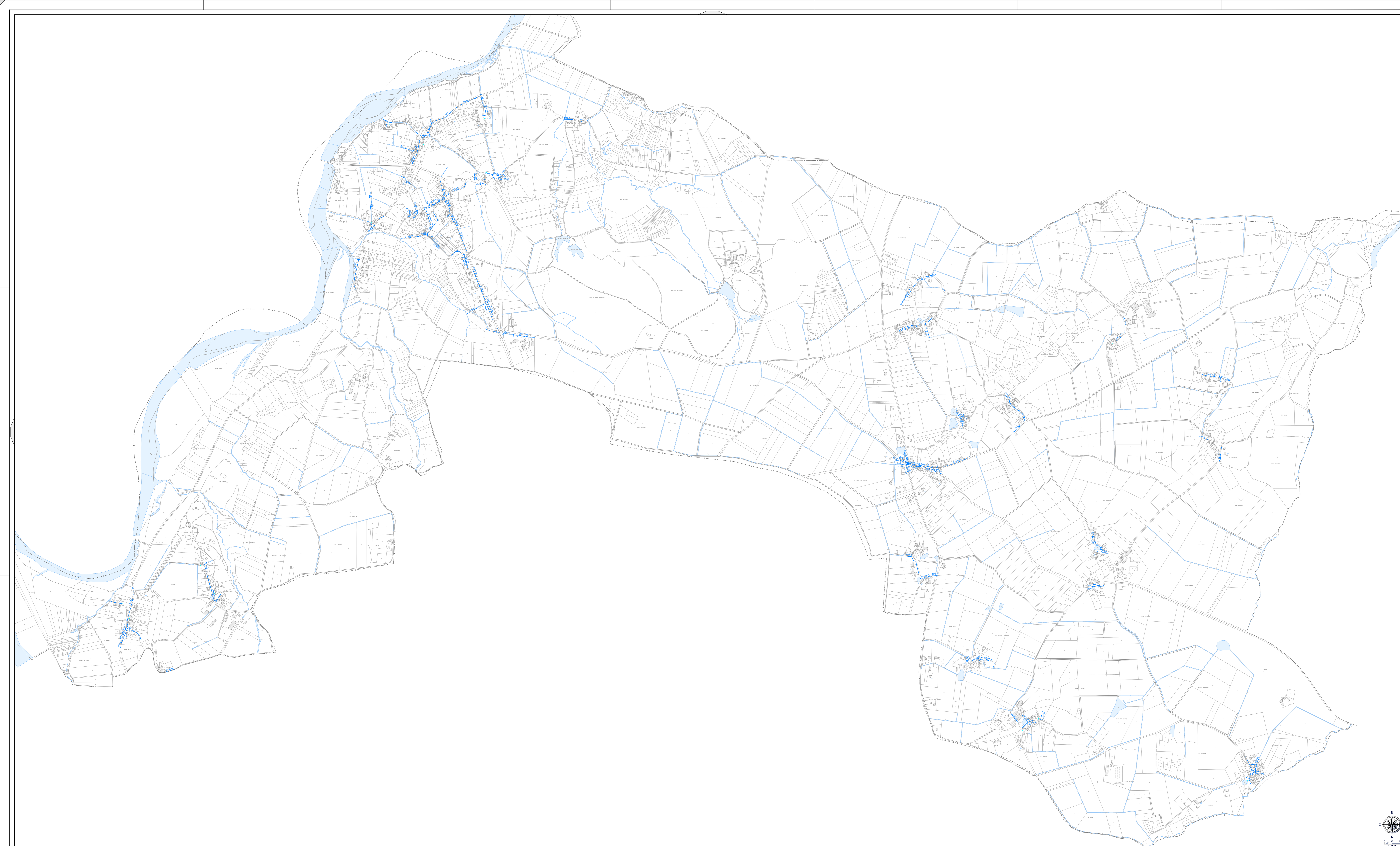
**CARTE DE ZONAGE**

Numéro de plan	1B	 Direction France Est Avenue Avergne ZAC du Ches 6340 ROMAGNAT - France Tél : +33(0)4 73 19 99 89 Fax : +33(0)4 73 19 99 89 E-mail : dem@safegep.fr
Numéro d'étude	18CCF030	
Échelle	1:5000	
Chef de projet	A. MEENS	



# ANNEXE N°2 : PLAN DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT





**LÉGENDE**

RESSEAU D'EAUX PLUVIALES EXISTANT

**INFORMATION ALPHANUMÉRIQUES**

**CANALISATION**

1000 Ø variable en cm  
 2000 Ø fixe, Diamètre en mm  
 100 = 1 00 DMSM, N = 4 en m

Ø200/300

**LOCALISATION DU PLAN**

**LÉGENDE**

PLAN LOCALITE

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

COMMUNE DE CREVANT-LAVEINE

**ACTUALISATION DE L'ÉTUDE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

Autorité	Date	Élaboré par	Préparé par	Approuvé par
A	11/12/2018	J. MOLLIER	Première saisie	A. MEENS
Notice	Date	Designé par	Modification	Vente par
Point de plan arrêté par : 2018/01				
Nom du fichier : 180CF030_2018.dwg				
Format : 1000 10 x 600 mm				

**PLAN DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT**

Numéro de plan	2	<p>Direction France Sud          Agence Auvergne          8 Rue Emile Ferri          63600 BÉZAMBOURG - FRANCE          Tél : +33(0)4 71 19 50 80          Fax : +33(0)4 71 19 50 80          E-mail : contact@safège.fr</p>
Numéro d'étude	180CF030	
Échelle	1:6000	
Chef de projet	A. MEENS	

